



Il a inauguré des structures militaires à Ouargla

Gaïd Salah rappelle le rôle de la 4^{ème} Région militaire

Le Général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a poursuivi hier sa visite en 4^e Région militaire à Ouargla, où il a procédé à l'inspection d'unités de la Région et l'inauguration de quelques structures, a rappelé l'importance de la région et le rôle capitale de ses unités aux frontières.

Page 2

Sud du pays

Dix roquettes antipersonnel et anti-engins légers découvertes

Page 24

Les présidents des APW et des APC en conclave demain à Alger

Noureddine Bedoui convoque les nouveaux élus locaux

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a convoqué pour demain les nouveaux élus locaux, au titre d'une rencontre nationale d'orientation, la première depuis l'installation des nouvelles Assemblées locales issues des élections municipales du 23 novembre dernier. Page 3



Benghebrit rassure

La priorité de recrutement aux étudiants de l'ENS

Page 2



Une augmentation de 2,5 millions de centimes sera appliquée

Le Hadj encore plus cher

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a annoncé lundi que le coût du pèlerinage sera revu à la hausse suite à la taxe des 5% imposée par l'Arabie Saoudite.

Page 4

Algérie-Etats-Unis

Pour un «partenariat pérenne et multidimensionnel»

croissance économique inclusive et le développement démocratique», a indiqué le diplomate lors d'une conférence organisée par l'Institut diplomatique des relations internationales (Idrri) à l'occasion de la célébration des 55 ans des relations algéro-américaines. Relevant que les deux pays ont eu, ces dernières années, des «consultations extensives» à haut niveau avec une participation inter-organisations importante sur le terrorisme et les questions sécuritaires, l'ambassadeur a souligné que la relation algéro-américaine «se développe également dans les domaines économique et commercial», estimant que l'Algérie a une «opportunité importante» de poursuivre la diversification économique, de promouvoir la croissance du secteur privé et d'attirer les investissements étrangers.

M. Desrocher qui a souligné que les Etats-Unis possèdent une expertise «considérable» dans le secteur de l'énergie, a promis d'encourager les entreprises américaines à travailler en partenariat avec des entreprises algériennes pour développer le secteur de l'énergie.

Dans le registre politique, l'ambassadeur a indiqué que «le gouvernement algérien a adopté un ensemble de réformes constitutionnelles visant à renforcer le système politique et à consacrer la liberté religieuse», ajoutant que ces réformes renforcent le tissu démocratique et social de l'Algérie et «sont des facteurs-clés de la prospérité et de la stabilité que l'Algérie a réalisées dans une région pleine de défis».

Page 4



Les Etats-Unis sont attachés à un «partenariat pérenne et multidimensionnel qui favorise la croissance économique inclusive et le développement démocratique», a affirmé, lundi à Alger, l'ambassadeur américain en Algérie, John Desrocher.

«Nous voulons que les dirigeants et les citoyens algériens sachent que les Etats-Unis sont attachés à un partenariat pérenne et multidimensionnel qui favorise la



Il a inauguré des structures militaires à Ouargla

Gaïd Salah rappelle le rôle de la 4^{ème} Région militaire

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a poursuivi hier sa visite en 4^e Région militaire à Ouargla, où il a procédé à l'inspection d'unités de la Région et l'inauguration de quelques structures, a rappelé l'importance de la région et le rôle capitale de ses unités aux frontières.



Par S. A. Mohamed

Le général de corps d'Armée a tenu, une réunion de travail avec le commandement, l'état-major de la Région, les commandants des unités et les responsables des différents services de sécurité, lors de laquelle il a suivi un exposé global sur la situation générale de la Région, présenté par le commandant de la Région, a prononcé une allocution d'orientation dans laquelle il a rappelé «l'importance vitale que revêt cette Région, ainsi que le rôle capital joué par ses unités mobilisées le long de la bande frontalière de la zone de compétence, dans la sécurisation du pays de tous les dangers et toutes les menaces». «Partant de cette éthique professionnelle irréprochable, qui remonte jusqu'à notre histoire nationale, il devient incohérent d'évoquer les qualités et les exploits de l'Armée

nationale populaire sans revenir à ses racines, l'Armée de libération nationale, il est pareillement insensé pour nous d'emprunter la voie du professionnalisme, d'en tracer les limites, d'en visualiser l'envergure et d'y accrocher les finalités, sans nous référer à notre capital de valeurs en tant que repère et fondement», a indiqué le général de corps d'Armée selon un communiqué du MDN. «Ce repère, dont l'Armée de libération nationale s'y place comme noyau central et en tant que pierre angulaire, constitue un modèle à suivre, pour lequel nous continuerons, avec l'aide d'Allah le Tout-Puissant, et grâce au soutien et l'appui indéfectibles dont jouie notre armée de la part de Son Excellence, M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, je dis nous continuerons à en suivre le chemin, mettant à profit tout ce que le pro-

grès technologique puisse nous offrir, arborant les nobles valeurs de Novembre, et s'ouvrant sur des horizons nouveaux, à la quête davantage de puissance et de capacités», a-t-il ajouté. Le général de corps d'Armée a affirmé que «tous les grands pas de développement parcourus par l'Armée nationale populaire dans les différents domaines, sont sources de fierté, voire d'honneur, ce sont des étapes franchies grâce à une persévérance tenace et une ferme résolution, ayant influencé positivement le progrès continu du professionnalisme des éléments militaires de toutes les catégories, et le degré de la disponibilité opérationnelle et de combat atteint, ainsi que la grande compétence dans l'accomplissement des missions assignées, qui caractérise nos Forces armées dans toutes leurs composantes». Le MDN rappelle, par ailleurs, que le

général de corps d'Armée avait poursuivi, dans l'après-midi de lundi, l'inspection de quelques unités du secteur militaire de Biskra, où il avait examiné à l'entame «le degré d'exécution du plan de développement de la base aérienne de Biskra, et avait visité ses différentes infrastructures, équipements et grands moyens». «Compte tenu de l'intérêt particulier qu'il accorde au développement et à la modernisation des capacités de nos Forces aériennes, il avait exhorté l'ensemble des concernés à accélérer la cadence de l'exécution de tous les programmes dans les délais impartis, ainsi qu'au strict respect des impératifs et des exigences d'une préparation au combat réussie et efficace dans tous ses aspects, ses formes et spécialités, et au bon emploi des équipements et armements modernes dont disposent aujourd'hui nos Forces aériennes dans toutes leurs composantes», relève le communiqué. A l'Ecole supérieure des troupes spéciales et dans le cadre du suivi du programme de préparation au combat, le général de corps d'Armée avait, par la suite, supervisé un exercice illustratif exécuté par les élèves de l'Ecole sous le thème «Un détachement des troupes spéciales lors d'une incursion et destruction de cibles ennemies». C'est un exercice qui avait été mené avec «une précision et un professionnalisme de haut niveau, ce qui confirme toujours la qualité satisfaisante de la formation dispensée au niveau de cette Ecole qui a pour objectif d'optimiser en permanence les compétences, les performances et la disponibilité des éléments des troupes spéciales afin de mener leurs missions de combat de jour comme de nuit et dans toutes les conditions», indique le MDN.

S.A.M.

Autoroute Est-Ouest Réception d'ici à la fin 2018 des centres de péage

Les centres de péage de l'autoroute Est-Ouest seront réceptionnés «d'ici à la fin 2018», a annoncé, lundi à Constantine, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane.

Au cours de la mise en exploitation du tunnel de l'autoroute Est-ouest reliant Constantine à Skikda sur près de 2,5 km, le plus long sur tout le tracé, le ministre a affirmé que les 54 stations de péage en cours de réalisation le long de l'autoroute Est-Ouest seront réceptionnées «d'ici à la fin de l'année en cours».

Les travaux de réalisation de ces centres scindés en trois lots (est, ouest et centre) affichent un taux d'avancement de l'ordre de 65%, a fait savoir M. Zaâlane, affirmant la résolution de toutes les contraintes ayant entravé l'avancement de ces chantiers.

La mise en service de ces centres de péage permettra «une meilleure rentabilité de l'autoroute Est-Ouest», a-t-il relevé, mettant l'accent sur l'importance des aspects «entretien et maintenance» dans la préservation de cet acquis de première importance. Le premier responsable du secteur a aussi indiqué que les travaux de réhabilitation du tunnel de la région de Djebel El Ouahch sur les hauteurs de Constantine, une partie de l'autoroute Est-Ouest ayant subi un affaissement partiel en janvier 2014, avancent à un rythme «appréciable», précisant que des instructions ont été données à l'entreprise Cosider, chargée du projet à l'effet «d'accélérer la cadence des travaux».

L'autoroute Est-Ouest, dont tous les segments ont été mis en exploitation, sauf le tronçon reliant la région de Dréan (El Tarf) à la frontière tunisienne devant être ouvert à la circulation dans environ 15 mois, constitue l'une des «fiertés» de l'Algérie qui a pu, grâce à la bonne gouvernance du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, «réussir le défi de renforcement et d'adaptation des infrastructures de base, pilier de tout développement», a considéré M. Zaâlane.

R. L.

Benghebrit rassure

La priorité de recrutement aux étudiants l'ENS

Par Karima Nacer

La ministre de l'Education nationale, rassure que la priorité de recrutement revient en premier lieu aux étudiants des Ecoles nationales supérieures (ENS). La sortie de la ministre intervient suite à la grève observée par les étudiants de ces Ecoles depuis quelque temps, suite à une rumeur faisant croire que ces derniers n'ont pas la priorité dans le recrutement des enseignants.

Depuis quelque temps, l'ensemble des étudiants des Ecoles supérieures normales des enseignants ont enclenché des mouvements de protestation qu'ils disent «illimités». Suite à cette action, Nouria Benghebrit a tenu à rassurer les étudiants des ENS que la priorité leur sera accordée dans le recrutement des enseignants partout au niveau local que national, sans aucune exception.

Précisant que les postes d'emploi pour

cette catégorie sont «garantis» dans le secteur de l'éducation, la ministre a indiqué que leur nombre était insuffisant pour combler le déficit enregistré. «Je réaffirme encore une fois que la priorité dans le recrutement au niveau local est accordée à ces diplômés et ce, en fonction des postes et spécialités demandés dans leurs régions», a déclaré Benghebrit en marge de la présentation du programme de son secteur devant la Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses. «En cas de manque au niveau national, la priorité leur revient aussi», a-t-elle rassuré. Appelant les étudiants à ne pas céder aux rumeurs colportées par certains milieux quant à leurs non-recrutement à l'avenir, la première responsable du secteur affirme qu'il n'est pas logique que la priorité ne soit pas accordée aux étudiants formés pour l'Education nationale.

Par ailleurs, la ministre a fait état de la poursuite des rencontres avec les syndicats, indiquant qu'elle avait tenu, dimanche dernier, une rencontre avec le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest).

Sur le volet de la formation, Nouria Benghebrit, a affirmé qu'elle sera désormais, à partir de cette année, au cœur des priorités de son secteur qui tend à relever «le défi de la qualité», révélant que cinq instituts de formation, qui étaient auparavant à la disposition d'autres départements ministériels, ont été récupérés pour atteindre 28 instituts dès la prochaine rentrée scolaire 2018/2019. «A partir de cette année, la formation sera désormais au cœur de nos priorités, car elle touchera les inspecteurs et les enseignants en premier lieu». La formation ciblera toutes les catégories du secteur de l'éducation, un

plan stratégique de formation avec 53 thèmes ayant été élaborés, a-t-elle précisé. Estimant que la formation est un «vecteur essentiel» dans la réforme du système éducatif, la ministre a précisé que son secteur tend à ouvrir un institut dans chaque wilaya.

La même responsable a, par ailleurs, indiqué que son département ministériel dont la pédagogie est la première mission œuvre en faveur d'une gestion fondée sur une vision prospective à la lumière du plan d'action mis en place par le ministère pour la période 2016-2019, ayant pour référence la Constitution, la loi d'orientation relative à l'Education nationale et le programme du gouvernement. Elle a, en outre, indiqué que l'optimisation des pratiques pédagogiques se fera à travers une série de mesures, et l'application de l'évaluation diagnostique ainsi que le soutien à la formation des principaux intervenants en la matière.

K.N.

Les présidents des APW et des APC en conclave demain à Alger

Noureddine Bedoui convoque les nouveaux élus locaux

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a convoqué pour demain les nouveaux élus locaux, au titre d'une rencontre nationale d'orientation, la première depuis l'installation des nouvelles Assemblées locales issues des élections municipales du 23 novembre dernier.



Par M. Ait Chabane

Cette rencontre qu'abritera le Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal à Alger, sera consacrée à l'examen des axes stratégiques relatifs au développement local durable, dans le cadre des festivités de célébration de la 51^{ème} Journée nationale de la commune, qui coïncide aussi avec la

promulgation de la première loi régissant la commune, le 18 janvier 1967. «Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, présidera une rencontre nationale d'orientation au profit des présidents d'APW et d'APC issus des dernières élections municipales du 23 novembre dernier, où seront examinés les axes et les grandes lignes stratégiques devant être suivis par les élus

locaux pour relancer le développement local durable», a indiqué, Sadini Abderrahmane, inspecteur général dudit ministère. Soulignant l'importance de cette rencontre qui marquera le début des mandats des nouveaux présidents d'APW et d'APC, il a expliqué qu'elle sera focalisée sur «la poursuite de l'amélioration du fonctionnement des services de la commune», notamment «l'activation de la fonction économique» de la com-

mune, outre «l'attachement aux nouveaux principes du développement local durable basés sur l'utilisation des énergies favorables à l'environnement», et l'accélération du processus de modernisation des services communaux et des infrastructures publiques. Et d'annoncer, par ailleurs, qu'un riche programme sera au menu de cette rencontre nationale, à l'occasion du lancement d'une nouvelle stratégie de développement local en adéquation avec les nouveaux défis économiques et sociaux induits par la nouvelle conjoncture nationale. Dans cette optique, la commune de Baraki dans la capitale a été choisie pour donner le coup d'envoi de ce nouveau programme. Selon le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, le choix de cette commune est dicté par des considérations «symboliques», notamment les sacrifices énormes qu'elle a consentis au cours de la décennie noire, outre le fait qu'elle symbolise la réussite de la Charte de paix et de Réconciliation nationales «initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika en 2005, à travers l'adhésion de ses citoyens à cette démarche». A cette occasion, plusieurs structures locales seront inspectées au quartier de Bentalha qui avait vécu le martyr durant la décennie noire de la tragédie nationale, en plus du lancement du service du guichet électronique unique au niveau de l'APC de Baraki, a ajouté M. Sadini. Cette rencontre nationale des présidents des Assemblées de wilayas et de communes permettra aussi de prodiguer aux nouveaux élus de nouvelles orientations dans le sens d'amorcer une nouvelle dynamique économique au niveau local et de mettre «dans le bain» les nouveaux élus afin qu'ils s'imprègnent des nouvelles stratégies mises en place par les pouvoirs publics. C'est également l'occasion de rappeler l'impératif d'ancrer les principes d'une démocratie participative au niveau local tel que préconisé par les plus hautes autorités du pays.

M.A.C.

Non-privatisation des entreprises publiques

Le FLN se félicite de la décision du Président de la République

Le parti du Front de libération nationale (FLN) s'est félicité lundi dans un communiqué de la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a instruit le gouvernement de ne pas soumettre les entreprises publiques économiques (EPE) à la privatisation, la qualifiant de «souveraine».

Le parti a pris acte avec «une grande satisfaction, fierté et honneur de la décision du Président de la République, président du parti dans laquelle il enjoint le gouvernement de préserver les entreprises publiques et de ne pas les soumettre à la privatisation», a affirmé le FLN dans un communiqué, soulignant qu'il saluait cette décision politique «souveraine et rigoureuse» qui vient confirmer encore une fois la politique judicieuse du chef de l'Etat.

Pour le FLN, la vision du Président de la République «clairvoyante et réaliste» atteste de «son ferme attachement à préserver les acquis sociaux des travailleurs et à honorer les engagements de l'Etat quant à ses orientations sociales dans le cadre de la solidarité et de la cohésion sociale».

Il a assuré que la décision du président de la République favorisera la relance de l'économie nationale et permettra de relever «les défis du développement».

Le FLN rappelle qu'il avait appelé en sa qualité de parti de la majorité et en tant que «première force politique du pays» et aussi en vertu de «sa responsabilité nationale de soutenir le programme du Président de la République», à l'organisation d'une rencontre de consultation qui a regroupé les partenaires socio-économiques et dans laquelle il a été souligné «avec

force et clarté, l'attachement immuable au secteur public stratégique» qui reste «un acquis national inaliénable», précise le communiqué.

Le FLN rappelle, en outre, que cette décision «fortement significative» conforte les décisions «courageuses» prises par le Président de la République et inspirées des «aspirations du peuple à la démocratie et la modernité et

des constantes de l'identité nationale». C'est aussi dans ce cadre que s'inscrit la décision de l'officialisation et de la généralisation de tamazight conformément à la Constitution, ainsi que l'accélération de l'élaboration de la loi organique relative à la création de l'Académie de la langue amazighe, outre la consécration de Yennayer fête nationale, souligne le FLN dans son communiqué. Le

parti du FLN considère que cette décision participe d'une «vision clairvoyante qui dénote d'une profonde cohésion entre le peuple et son président», réaffirmant son soutien «indéfectible» aux orientations du Président de la République ainsi que «sa fierté concernant ses instructions judiciaires et rigoureuses pour la sauvegarde du secteur public».

R.N.

Amar Ghoul

La décision du président «judicieuse et transparente»

Le président de Tadjamou Amel El Djazaïr (TAJ), Amar Ghoul, a exprimé, lundi, son soutien à la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, interdisant l'ouverture du capital des entreprises publiques économiques (EPE) sans son accord, la qualifiant de «judicieuse et transparente».

Lors d'un point de presse animé à l'issue de sa rencontre avec une délégation du Mouvement palestinien Hamas au siège de son parti, M. Ghoul a déclaré que l'instruction adressée par le Président de la République au gouvernement subordonnant à son accord préalable toute ouverture de capital d'entreprises publiques économiques, était une décision «judicieuse, sage, claire et nette face à toute velléité de dépassement», réitérant «la loyauté de TAJ au Président de la République et son soutien ferme à son programme».

Par ailleurs, M. Ghoul a indiqué que TAJ s'attel-

le à la préparation de deux importantes échéances cette année, en l'occurrence la rencontre nationale des élus du parti au niveau national, prévue à la fin de ce mois, et le congrès national qui se penchera sérieusement sur la question de la prochaine présidentielle. Affirmant au sujet de l'élection présidentielle «qu'aucune personne ni parti ne pouvaient se prévaloir d'une légitimité ou d'un positionnement quelconque», il a estimé qu'il s'agit «d'un choix d'Etat auquel tous les fidèles doivent adhérer».

Evoquant «la reconfiguration de la région du Sahel voulue par certains pays étrangers pour s'y positionner et en faire une zone de tension et d'export du terrorisme et de tous les fléaux sociaux et de déstabilisation de la région», M. Ghoul a appelé à la vigilance et à la prudence, d'autant plus que l'Algérie est le seul pays qui ne dispose pas d'une base militaire étrangère.

S'agissant du front social, M. Ghoul a mis en avant le rôle du dialogue comme moyen permettant de résoudre la question de la grève dans les secteurs de la santé, de l'enseignement supérieur et de l'éducation, exhortant à la prise en charge des revendications légitimes en fonction des moyens dont dispose l'Etat, exhortant les syndicats à «la sagesse et la raison». Concernant la situation économique, le président de TAJ a estimé qu'il n'est pas raisonnable que l'Algérie continue à être dépendante des hydrocarbures, préconisant, dans ce sens, la création d'un fonds national destiné à l'investissement alimenté des revenus provenant d'un prix de baril supérieur à 50 dollars (20 dollars actuellement), en vue de les affecter au financement des projets liés à l'agriculture, l'industrie, les services, les énergies renouvelables et le tourisme.

R.N.

Algérie-Etats-Unis

Pour un «partenariat pérenne et multidimensionnel»

Les Etats-Unis sont attachés à un «partenariat pérenne et multidimensionnel qui favorise la croissance économique inclusive et le développement démocratique», a affirmé, lundi à Alger, l'ambassadeur américain en Algérie, John Desrocher.



«**N**ous voulons que les dirigeants et les citoyens algériens sachent que les Etats-Unis sont attachés à un partenariat pérenne et multidimensionnel qui favorise la croissance économique inclusive et le développement démocratique», a indiqué le diplomate lors d'une conférence organisée par l'Institut diplomatique des relations internationales (Idrri) à l'occasion de la célébration des 55 ans des relations algéro-américaines.

Relevant que les deux pays ont eu, ces dernières années, des «consultations extensives» à haut niveau avec une participation inter-organisations importante sur le terrorisme et les questions sécuritaires, l'ambassadeur a souligné que la relation algéro-américaine «se

développe également dans les domaines économique et commercial», estimant que l'Algérie a une «opportunité importante» de poursuivre la diversification économique, de promouvoir la croissance du secteur privé et d'attirer les investissements étrangers.

M. Desrocher qui a souligné que les Etats-Unis possèdent une expertise «considérable» dans le secteur de l'énergie, a promis d'«encourager les entreprises américaines à travailler en partenariat avec des entreprises algériennes pour développer le secteur de l'énergie».

Dans le registre politique, l'ambassadeur a indiqué que «le gouvernement algérien a adopté un ensemble de réformes constitutionnelles visant à renforcer le système politique et à consacrer la liberté religieuse», ajoutant que ces réformes ren-

forcent le tissu démocratique et social de l'Algérie et «sont des facteurs-clés de la prospérité et de la stabilité que l'Algérie a réalisées dans une région pleine de défis».

Il a ajouté, dans ce sens, qu'il va donner «la priorité à l'expansion des relations entre les deux sociétés grâce à de nouveaux échanges universitaires entre nos deux peuples», se fixant, des priorités, comme celle de travailler au «renforcement de la coopération bilatérale en matière de sécurité» pour lutter contre le terrorisme et promouvoir la stabilité régionale, au «développement du commerce bilatéral et l'investissement», ainsi qu'au «renforcement de la société civile et les institutions démocratiques qui ont contribué à la prospérité et à la stabilité de l'Algérie et des Etats Unis».

Libération des otages américains en Iran : profonde reconnaissance à l'Algérie

A propos des relations diplomatiques entre l'Algérie et les USA, l'ambassadeur a estimé si elles ont été établies il y a 55 ans, précisément le 29 septembre 1962, les relations bilatérales remontent, elles, à la fin des années 1700, quand le premier émissaire américain a mis les pieds en Algérie en 1785, deux ans seulement après notre indépendance en tant que nation, pour négocier un traité de paix et d'amitié, relevant que l'Algérie «a été l'une des toutes premières nations à reconnaître officiellement les Etats-Unis en tant qu'Etat indépendant en signant le Traité de

paix et d'amitié le 5 septembre 1795».

Le conférencier a noté qu'Alger était l'hôte du premier diplomate étudiant américain, qui s'appelait William Hodgson et qui fut envoyé à Alger comme élève-interprète en 1826, chargé d'apprendre l'arabe, le turc et d'autres langues.

Il a aussi évoqué quelques faits de l'histoire impliquant des responsables américains et algériens et les échanges de propos qu'ils avaient eus sur des questions en relation avec la Révolution algérienne comme la visite effectuée par le président Ahmed Ben Bella à New York pour hisser le drapeau algérien aux Nations unies, au cours de laquelle il a passé deux heures avec le leader américain des droits civiques, Martin Luther King, dont les Américains célèbrent aujourd'hui l'anniversaire.

Il a également évoqué la citation du président J.F. Kennedy, le 3 juillet 1962, dans laquelle il réaffirmait avec fierté «les liens d'amitié des Etats-Unis avec le gouvernement et le peuple algériens» et l'engagement commun à travailler ensemble «pour la liberté, de la paix et du bien-être humain».

Pour le conférencier, «probablement aucun événement n'aura autant renforcé nos solides relations bilatérales plus que les efforts de l'Algérie pour la libération, en 1981, des 52 diplomates américains retenus en otage en Iran», soutenant que le peuple et le gouvernement américains «restent profondément reconnaissants à l'Algérie pour ses efforts de médiation qui ont conduit à la libération de nos diplomates».

Il a rappelé, dans ce sens, la phrase de secrétaire adjoint de l'époque, Warren Christopher, au Comité des affaires étrangères, qui a déclaré : «*Je n'ai aucun doute ... que sans la participation de l'Algérie, les otages n'auraient pas émergé de l'abîme de la peur.*».

T. M.

Une augmentation de 2,5 millions de centimes sera appliquée

Le Hadj encore plus cher

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa a annoncé lundi que le coût du pèlerinage sera revu à la hausse suite à la taxe des 5% imposée par l'Arabie Saoudite.

En marge de son intervention devant la Commission des finances et de budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), concernant la gestion du budget de son secteur pour l'exercice 2015, M. Aïssa a indiqué que le coût du pèlerinage, estimé actuellement à 51 millions de centimes, «augmentera d'au moins 2,5 millions centimes», suite à la taxe imposée par l'Arabie Saoudite aux pays arabes et musulmans.

L'inscription électronique au tirage au

sort, qui aura lieu le 10 février prochain, se déroule «dans les meilleures conditions», a-t-il affirmé.

Un deuxième tirage au sort sera organisé au profit des personnes âgées de plus de 70 ans ayant participé plus de 15 fois et qui n'ont pas eu la chance de visiter les Lieux Saints, a lancé le ministre, soulignant que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, leur a consacré 2 000 passeports, soit 500 passeports de plus par rapport à l'année écoulée. Par ailleurs, M. Aïssa a indiqué que son département ministériel avait gelé la majorité des opérations inscrites par son secteur en 2015 et ce, a-t-il dit, dans le cadre de la politique de rationalisation des dépenses décidée suite au

recul des prix des hydrocarbures.

Le ministre a ajouté que 33 opérations avaient été gelées sur un total de 37 inscrites au titre du programme de soutien à la croissance économique, relevant que sur autorisation du Premier ministre, deux opérations ont bénéficié d'un dégel partiel, il s'agit - a relevé le ministre - de l'opération relative à l'octroi d'aides financières au profit d'associations religieuses pour la construction de mosquées et d'écoles coraniques avec une enveloppe s'élevant à 250 millions de DA au lieu de 603 millions de DA.

M. Aïssa a précisé que le budget total du secteur des Affaires religieuses s'était élevé en 2015 à plus de 26 milliards de DA, comprenant un crédit de plus de 517

millions de DA pour la prise en charge des frais de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», en sus d'un crédit de plus de 568 millions de DA au profit de l'Office national du hadj et de la omra (Onho) attribué en vertu du décret présidentiel n°15-150 du 11 juin 2015, portant ainsi au 31 décembre 2015 le crédit global à plus de 27 milliards de DA.

Le ministre a ajouté que le budget de fonctionnement de son ministère se distinguait par des chapitres dédiés aux activités religieuses, culturelles et scientifiques, ainsi que des manifestations internationales à l'instar du Prix international d'Alger de récitation du Coran.

Bilal L.

Naftal appelée à redoubler d'effort

Elargir le réseau national de distribution du GPL

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, a souligné, lundi à Béchar, la nécessité de l'élargissement et de l'extension du réseau national de distribution du gaz de pétrole liquéfié (GPL).



« L'entreprise Naftal doit redoubler d'efforts pour l'extension de son réseau de distribution de ce carburant et aussi les capacités techniques de ses centres spécialisés dans le but de l'équipement du parc automobile roulant en accessoires de conversion au GPL, pour atteindre un objectif de plus de 500 000 véhicules d'ici 2021 », a-t-il précisé en marge de sa visite à l'unique centre de conversion de véhicules en GPL.

« Nous devons augmenter les capacités des centres de conversions pour mettre le GPL à la disposition de l'ensemble des automobilistes du pays », a-t-il encore ajouté.

« Le centre de conversion de GPL de Bechar, réalisé avec un coût de plus de 36 millions de DA et ouvert depuis septembre dernier et dispose d'une capacité de conversion de six véhicules par jour, doit à l'avenir faire l'objet d'une extension de ses capacités, comme devront l'être les autres centres similaires en activité actuellement à travers le pays. Cette opération devra renforcer la création de nouveaux postes de travail au profit des jeunes », a-t-il souligné.

Actuellement, 40 centres du

genre sont opérationnels à travers le pays dont cinq nouveaux seront ouverts avant la fin de ce mois de janvier et 12 en projet au titre des années 2018 et 2019, selon les responsables de l'entreprise nationale Naftal.

Auparavant, le ministre de l'énergie a procédé au chef lieu de la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar), à la mise en service d'un réseau de distribution d'énergie électrique de haute et basse tension au profit de deux lotissements urbains de cette collectivité.

Cette opération qui s'inscrit au titre de l'amélioration de la vie quotidienne des habitants a nécessité un investissement public de plus de 83 millions de DA, dégagé par le fonds de garantie et solidarité des collectivités locales (FGSC) et ce, pour la réalisation et l'équipement d'un réseau de transport et de distribution de cette énergie sur plus de 24 km.

M. Guitouni a également procédé dans la même commune à la mise en service d'un nouveau réseau de gaz de ville au profit de 450 foyers, grâce à un réseau de transport et de distribution de 14 kilomètres linéaires, réalisé et équipé avec un montant de plus

de 32 millions de DA, alloué par le fonds spécial de développement des régions du sud (FSDRS).

Dans cette collectivité frontalière, l'Éon recense 3 750 abonnés au réseau public de distribution de l'énergie électrique et 700 autres au réseau de gaz de ville, selon chiffres communiqués par les responsables locaux de la société de distribution de l'Ouest (filiale de la sonelgaz).

Le ministre de l'énergie a aussi inauguré la nouvelle agence commerciale de la même société publique au chef lieu de la commune de Ounif dont les travaux de réaménagement ont nécessité un coût de plus de 5 millions de DA, dégagé des propres fonds de cette société.

A Taghit où il s'est rendu par la suite, le ministre a visité, un nouveau poste mobile de distribution de l'énergie électrique d'une capacité de 60 et 30 KV de type pack, réalisé dans l'unique but de la sécurisation et la continuité de distribution de la même énergie aux habitants de cette commune touristique et de celle d'Igli, situées respectivement à 97 et 160 km au sud de Béchar.

La wilaya de Béchar qui enregistre un taux de 97% pour cent D'électrification avec un global de

80 288 abonnés à la basse tension a bénéficié au titre du quinquennal 2010/2014, d'une enveloppe financière globale de 387 millions de DA dont 290 millions de DA, représentant la part de l'Etat, et visant le raccordement de 4 087 foyers, s'est renforcée par le raccordement de 588 foyers grâce à ce même programme, ont indiqué des responsables locaux du secteur de l'énergie.

En matière de développement de la distribution du gaz, un total de 18 490 foyers ont été raccordés au réseau public de distribution de cette énergie au titre du programme quinquennal 2005/2009, tandis que 2 556 autres ont été également raccordés à ce même réseau grâce à un financement de plus de 6 milliards de DA alloué par le programme quinquennal 2010/2014 dont plus de 5 milliards de DA à la charge de l'Etat, ce qui a permis la réalisation à ce jour d'une pénétration de cette énergie aux foyers de l'ordre de 55%, ont fait savoir les mêmes responsables locaux.

Le ministre de l'énergie a achevé sa visite de travail d'une journée dans la wilaya de Béchar par une rencontre avec les cadres locaux de son secteur en présence des autorités de la wilaya. **R.E.**

Elle a augmenté à 8,8 milliards de m³ La production du complexe gazier de Tiguentourine en hausse

■ La production du complexe gazier de Tiguentourine (Illizi) a augmenté à 8,8 milliards de m³ en 2017, a indiqué mardi le directeur de l'association Sonatrach-British Petroleum (Grande-Bretagne) et Statoil (Norvège), M. Salim Djettou.

La moyenne de production quotidienne de ce complexe, qui est opéré par l'association Sonatrach-BP-Statoil, oscille entre 22 et 23 millions de m³/jour, a précisé le même responsable à la presse en marge de la visite qu'effectue le PDG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, à ce complexe lequel avait été la cible d'une attaque terroriste le 16 janvier 2013.

Ainsi, ce complexe gazier a quasiment retrouvé sa capacité initiale de production de 9 milliards de m³ de gaz/an qu'il assurait avant l'attaque terroriste perpétrée il y a cinq années jour pour jour.

Pour rappel, le groupe Sonatrach avait signé en décembre dernier à Alger avec BP et Statoil un avenant au contrat gazier de In Aménas afin d'accroître les réserves du périmètre d'In Aménas situé dans le bassin d'Illizi.

Les trois contractants avaient ainsi convenu de nouvelles opportunités d'accroissement de réserves au niveau du périmètre de In Aménas, à travers un potentiel additionnel de l'ordre de 11 milliards de m³/an de gaz, moyennant la mise en oeuvre d'un programme d'investissement supplémentaire pour un montant supérieur à 500 millions de dollars.

Ce programme d'investissement, qui comporte notamment le forage de nouveaux puits de développement, un sismique 3D et un projet de compression, permettra de maintenir un niveau de production commerciale du gisement de Tiguentourine au-delà de 2035.

La date de signature du contrat initial a eu lieu en 1998 alors que la première mise en production date de 2006.

A ce jour, il a été réalisé notamment un centre de traitement principal composé de trois trains identiques, d'une station de compression du gaz produit comprenant trois turbocompresseurs ainsi que 63 puits forés.

R. N.

Grâce à la faiblesse du dollar

Le Brent se maintient au dessus de 70 dollars

Les cours du pétrole repoussaient lundi en fin d'échanges européens leurs plus hauts depuis plus de trois ans notamment grâce à la faiblesse du dollar, dans un marché modéré par un jour férié aux Etats-Unis.

En fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 70,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 21 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février prenait 33 cents à 64,63 dollars. Dans l'après-midi, le Brent a atteint 70,19 dollars et le WTI 64,81 dollars, à leurs plus hauts niveaux depuis décembre 2014.

«Le brut a profité de la faiblesse du dollar mais est limité par la hausse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis», a résumé un analyste.

Comme les cours du pétrole sont fixés en dollars, la faiblesse de la monnaie américaine permet aux investisseurs utilisant d'autres devises d'effectuer des achats à bon compte.

Cependant, la hausse restait modérée alors que le marché américain était atone en raison d'un jour férié aux Etats-Unis pour commémorer Martin Luther King. Par ailleurs, «selon les données les plus récentes de l'entreprise de services pétroliers, Ndlr) Baker Hughes sur les forages américains, le nombre de puits actifs a augmenté la semaine dernière», ont noté les analystes, qui soulignent que cette hausse, publiée vendredi, est la plus marquée depuis juin. «Les producteurs américains commencent à augmenter la taille de leurs opérations, car leurs forages sont de plus en plus rentables», a expliqué un autre expert. Les marchés devraient donc surveiller les participants à l'accord de limi-

tation de la production. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses 10 partenaires, dont la Russie, sont engagés depuis début 2017 et jusqu'à fin 2018 à respecter des objectifs de production pour rééquilibrer le marché.

Mais la hausse américaine pourrait pousser certains membres à ne plus respecter ses objectifs, afin d'éviter de voir les Etats-Unis gagner leur part de marché.

«L'Opep et la Russie auraient tout à gagner s'ils commençaient à signaler une sortie ordonnée de l'accord», en prévenant que leur production augmenterait en 2019, ont estimé les analystes.

«Les marchés vont suivre avec attention la prochaine réunion du Comité de suivi de l'accord (le JMMC) qui se réunira le 21 janvier», ont estimé d'autres experts. **R. E.**

Lutte du peuple sahraoui

Le président Ghali salue la position indéfectible de l'Algérie

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a exprimé sa profonde reconnaissance à l'Algérie pour sa position indéfectible en faveur de la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination, saluant les efforts du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'instauration de la paix à travers le monde, a indiqué dimanche un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Le président Ghali qui a reçu samedi le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'étranger à l'APN, Abdelhamid Si Affif et la délégation qui l'accompagne dans les camps des réfugiés sahraouis, «a exprimé sa pro-

fonde reconnaissance à l'Algérie pour sa position indéfectible en faveur de la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination et son indépendance», a précisé le communiqué.

M. Ghali s'est félicité de la dynamique que connaît le mouvement de solidarité avec le peuple

sahraoui depuis la conférence de Paris, saluant la participation algérienne. Il a à cette occasion exprimé «sa profonde reconnaissance au président de la République, Abdelaziz Bouteflika pour l'instauration de la paix à travers le monde et la défense des droits des peuples opprimés». Il a mis en

exergue l'expérience du Président Bouteflika et son parcours militant qui représente «un symbole du militantisme pour la liberté et l'égalité dans le monde», ajoute le communiqué.

Réitérant le soutien de l'Algérie au peuple sahraoui, M. Si Affif a rappelé les victoires réalisées

notamment la décision de la Cour de justice européenne et les conclusions de l'avocat général, jugeant invalide l'accord de pêche UA-Maroc ainsi que la participation de la Rasd, en tant qu'Etat fondateur de l'UA, au sommet UA-UE.

M. Si Affif qui oeuvre de concert avec le député Jean-Paul Lecoq à la concrétisation de leurs propositions, à savoir la création d'un réseau de parlementaires solidaires avec la cause sahraouie, a indiqué que l'action de solidarité «connaîtra une nouvelle dynamique».

Au siège de l'Assemblée nationale sahraouie, M. Si Affif a affirmé le soutien des députés algériens à leurs homologues sahraouis, mettant l'accent sur «la nécessité de la communication entre les deux parlements en vue de renforcer les relations de fraternité et de solidarité».

La délégation algérienne s'est rendue ensuite au siège du ministère des Affaires étrangères pour assister à la clôture des travaux de la réunion de la Coordination européenne de soutien au peuple sahraoui (Eucoco).

A cette occasion, M. Si Affif a salué les efforts consentis par la coordination, affirmant sa pleine adhésion pour la création du réseau parlementaire dans les plus brefs délais.

L. H.

Autodétermination et indépendance du peuple sahraoui

L'ANC réitère sa position indéfectible

Le Comité exécutif du Congrès national africain (ANC), a réaffirmé son soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance, condamnant le retrait du Maroc du processus de paix conduit par l'ONU.

A l'occasion de la célébration du 106^e anniversaire de la création de l'ANC, le président du parti au pouvoir en Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a réitéré dans son discours, samedi, «le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance».

Le Comité a condamné aussi, à travers cette déclaration, «le retrait du Maroc du processus de paix, sous l'égide des Nations unies», appelant l'ONU à ramener les deux

parties à la table des négociations.

Dans le même contexte, M. Cyril Ramaphosa, a relevé que l'ANC par sa «tradition politique internationale», partageait la souffrance des peuples qui vivent les guerres et les conflits, faisant part de l'entière solidarité et de l'engagement de son parti.

«L'ANC réaffirme son engagement à apporter un soutien concret au peuple palestinien opprimé», a-t-il martelé dans son discours.

S'exprimant sur la situation en Afrique, le chef du Congrès national africain, a fait part de sa préoccupation quant au trafic d'êtres humains et à l'esclavage. Et d'assurer : «L'ANC travaillera avec ses parte-

naires sur le continent et ailleurs pour combattre ces pratiques».

«Notre parti continuera de soutenir le processus de paix dans les pays africains comme le Soudan et le Soudan du Sud afin de trouver des solutions durables aux questions en suspens ainsi qu'aux conflits frontaliers», a-t-il ajouté.

Il a, en outre, salué l'engagement des organisations qui participent activement au travail de solidarité internationale et à l'aide humanitaire.

Par ailleurs, le président de l'ANC, a appelé les Etats-Unis à lever l'embargo économique contre Cuba, le qualifiant d'«illégal».

La célébration de la création de l'ANC,

a été marquée par la participation de l'ambassadeur de la République arabe démocratique sahraouie en Afrique du Sud, Radhi al-Bachir Asghayar, et des membres du corps diplomatique accrédités.

Le Parti du Congrès national sud africain (ANC), a été fondé en 1912 par un groupe de personnalités éminentes opposées à la politique de discrimination raciale du pays, notamment le regretté Nelson Mandela et Oliver Tambo.

Cyril Ramaphosa, 65 ans, a été élu en décembre dernier à la tête du Parti du Congrès national africain (ANC), succédant au chef d'Etat, Jacob Zuma.

H. L.

Palestine

L'appel du porte-parole du mouvement Hamas à l'Algérie

Le porte-parole du mouvement palestinien Hamas, Samy Abou Zahri, a appelé lundi l'Algérie à poursuivre son soutien à la cause palestinienne et à jouer son rôle en tant que médiateur, entre les factions palestiniennes, dans le processus d'union, particulièrement avec les «graves pressions» auxquelles est confronté le peuple palestinien.

Le même responsable palestinien qui conduit une délégation en Algérie, a exprimé, lors d'un point de presse animé au terme de sa rencontre avec le président du parti Tajamoue Amel El Djazair (TAJ), Amar Ghoul, «nous comp-

tons beaucoup sur l'Algérie qui demeure depuis toujours, pour la cause palestinienne, une citadelle imprenable face aux pressions».

Le même responsable palestinien a évoqué le soutien constant et inconditionnel de l'Algérie à la cause palestinienne, d'autant plus, a-t-il dit, que l'Algérie était «le premier pays à avoir soutenu la cause palestinienne et à lui avoir fournie fonds et armes et ce, sans avoir attendu une récompense politique en retour». A ce titre, le responsable palestinien a exprimé «sa fierté» quant à la position algérienne, estimant que cette dernière «jouit d'une grande estime de la

part de l'ensemble des enfants du peuple palestinien».

M. Samy Abou Zahri a, par ailleurs, abordé le «dossier de la réconciliation palestinienne qui piétine», indiquant que ce dernier a figuré en bonne place dans les entretiens avec le président du TAJ, mettant en avant le souci du mouvement Hamas de «finaliser ce dossier et de retrouver l'unité du peuple palestinien», et affirmant également que le

mouvement «a apporté beaucoup et apporte toujours davantage» pour dépasser cette étape.

Dans le même contexte, Samy Abou Zahri a accueilli favorable-

ment «toute initiative ou médiation» de l'Algérie pour la concrétisation de l'unité et de la réconciliation entre les factions palestiniennes, au service de la mère des causes».

Par ailleurs, les deux parties ont évoqué la décision du président américain de transférer l'ambassade de son pays à El-Qods Echarif, et qui vise à judaïser cette ville et à «se débarrasser de la cause palestinienne».

M. Amar Ghoul a, de son côté, rappelé «la position constante de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne», à travers le fort soutien populaire apporté à la

mère des causes. Une position qui est née, a-t-il poursuivi, par «conviction et spontanéité».

Il a, à ce titre, salué le rejet par l'Algérie de la décision du président américain, qui est, a-t-il estimé, «une décision qui dénote d'une rancune profonde, et qui viole et usurpe à la fois».

Le même responsable palestinien qui effectue une visite en Algérie, à la tête d'une délégation, a tenu plusieurs rencontres avec les responsables des partis, s'est déplacé dans plusieurs wilayas et prit part à plusieurs activités de soutien à la cause palestinienne.

R. K.

Marché du miel à Chlef

Un produit de qualité pour encourager à consommer local

Les responsables de la filière apicole à Chlef ont entamé des démarches pour aider les professionnels à proposer un produit de qualité dans le but d'encourager les clients à opter pour la production locale qui, souhaitent-ils, sera aussi concurrentielle sur le marché international.



« Le marché local du miel est en pleine léthargie, en dépit de la grande abondance de ce produit et la volonté manifeste des apiculteurs de relancer la filière », a estimé le président de l'association apicole de la wilaya, Abdelaziz Aït Hammouda, imputant cette situation aux « contraintes enregistrées sur le plan de la commercialisation du produit, mais surtout l'absence chez le citoyen d'une culture de consommation du miel, en tant que produit alimentaire indispensable ».

M. Aït Hammouda a expliqué que le citoyen algérien considère le miel comme un remède thérapeutique, et non comme un produit alimentaire susceptible d'être consommé quotidiennement.

Pour lui, la grande affluence enregistrée lors de la Foire nationale

du miel organisée du 31 décembre au 7 janvier courant à la place du musée public de la ville de Chlef, n'est pas forcément un « indice révélateur » d'une croissance du commerce du miel.

Pour une majorité de visiteurs, ce type de manifestation constitue plutôt une occasion pour rencontrer des apiculteurs et s'informer auprès d'eux sur les bienfaits du miel et autres produits dérivés, a analysé le même responsable, estimant que le fait d'offrir aux visiteurs l'opportunité de « déguster différents miels exposés sans obligation d'achat, pourrait contribuer à l'ancrage d'une nouvelle culture de consommation ». Cette situation « peu reluisante » caractérisant le marché local du miel a été confirmée par Louiza Belkacemi, une apicultrice de la région qui a fait part à l'APS d'une « faible demande » à l'occasion de cette

foire. Selon elle, cela est dû à « la méfiance » caractérisant la relation consommateur-producteur, malgré la « bonne réputation » des exposants et de la foire qui est à sa 6^{ème} édition. « Les clients sont réticents et ne font pas trop confiance à la qualité et à l'authenticité des produits exposés », a-t-elle opiné. Mohamed Bouzina, enseignant formateur en tourisme et spécialiste dans les études de culture de consommation, abonde dans le même sens, soulignant que le facteur « confiance est extrêmement important » pour faire bouger les choses.

« Si l'acquisition du miel chez le citoyen chelfi demeure tributaire de son pouvoir d'achat et de ses connaissances sur ses bienfaits, il n'en demeure pas moins que le facteur confiance en la qualité du produit local reste primordiale », souligne-t-il.

Plusieurs visiteurs approchés par l'APS se sont dits « parfaitement conscients » des enjeux dans l'optique de convaincre les consommateurs des bienfaits du miel.

« Mais il faut aussi se poser une question principale : les clients ont-ils les moyens d'acheter du miel à des prix oscillant entre 2 000 et 4 000 DA le kg ? », s'interroge Nacer, un producteur, signalant certaines pratiques de fraudeurs qui proposent des produits frelatés, rendant, selon lui, la mission des professionnels « plus compliquée ».

Offres concurrentielles et produit de qualité

Toujours est-il que la grande affluence lors de cette manifestation est vue d'un œil positif par le président de l'association Salama pour la protection du consommateur de Chlef, Djilali Kasmi, qui y voit un indice d'une prise de conscience chez le citoyen et d'un développement de sa culture de consommation.

« Globalement, le commerce du miel est soumis aux lois du marché et donc à la concurrence notamment », a-t-il rappelé, expliquant la faiblesse des ventes des produits de la ruche par « leur prix élevés comparativement au pouvoir d'achat du citoyen ».

Il a estimé, à ce propos, que « l'adoption de remises et d'offres promotionnelles par les exposants aurait certainement encouragé les citoyens à l'achat de leurs produits ».

Quant au facteur « confiance » devant prévaloir dans la relation consommateur-producteur, M. Djilali a appelé les exposants et apiculteurs locaux à s'inspirer des grandes foires dans le monde, durant lesquelles les producteurs présentent au public les analyses de qualité de leurs produits, afin de leur donner davantage de cré-

dibilité au miel proposé, se disant « rassurant » quant à « l'honnêteté » des apiculteurs qui ont participé à la foire.

« Certes, certaines pratiques frauduleuses existent dans le domaine du miel, mais elle sont complètement étrangères à notre association », a-t-il encore rassuré, soulignant la contribution attendue de la coopérative apicole de la wilaya, qui prévoit la création d'un laboratoire de contrôle de la qualité du miel dans l'objectif de faire face à ce genre de pratiques.

Parallèlement aux lacunes constatées sur le marché local du miel, les apiculteurs ont également évoqué le problème de la coopérative apicole de la wilaya, qui a été « agréée et instituée sur le papier », sans avoir « réellement vu le jour sur le terrain », en raison de l'indisponibilité d'un siège, déplorent plusieurs producteurs.

La coopérative devrait englober cinq ateliers dédiés respectivement à la production des ruches, la production de la cire d'abeille, la formation des nouveaux apiculteurs, le contrôle de la qualité du miel et enfin les moyens et prestations commerciales.

Il s'agira, également d'établir « une plate-forme pour la commercialisation des produits des apiculteurs, tout en leur assurant la disponibilité des matières premières, outre le contrôle de la qualité du produit et sa protection contre la fraude », a encore souligné M Aït Hammouda.

Concernant la disponibilité des matières premières, la wilaya compte actuellement une seule PME à l'échelle locale, assurant notamment la cire d'abeille et différents équipements et matériels nécessaires.

Une trentaine d'exposants issus de 12 wilayas ont pris part à cette Foire nationale du miel, dont les visiteurs ont été estimés à 7 000, selon les organisateurs.

K. Y.

6^{ème} journée de cardiologie pédiatrique en février à Oran

Plus de 300 spécialistes attendus

Plus de 300 spécialistes en pédiatrie et cardiologie prendront part à la 6^{ème} journée de cardiologie pédiatrique prévue le 9 février prochain à Oran, a-t-on appris lundi des organisateurs.

S'inscrivant dans le cadre de la formation continue, cette rencontre scientifique internationale, initiée par la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO), regroupera des spécia-

listes algériens et français qui aborderont les malformations cardiaques graves de l'enfant (cardiopathies uni-ventriculaires).

Il s'agit là d'un sujet en constante évolution, d'un groupe très hétéroclite de malformations cardiaques de plus en plus répondu chez les enfants, a-t-on souligné de même source. Des spécialistes nationaux et internationaux vont décortiquer le sujet, en insis-

tant d'abord sur les fondamentaux (embryologie, anatomie et épidémiologie des ventricules univentriculaires), en plus de mettre le point sur la prise en charge complexe et individualisée de ces malformations graves.

Des experts de l'hôpital de la Timone de Marseille (France) prendront part à cette rencontre et feront bénéficier leurs confrères algériens et principalement les futurs méde-

cins de leurs expériences plus avancées en la matière, a-t-on noté.

Plusieurs communications sont prévues pour l'occasion abordant, entre autres, l'épidémiologie des coeurs uni-ventriculaires, l'anatomie des principales cardiopathies uni-ventriculaires et le suivi des coeurs uni-ventriculaires opérés.

R. L.

Ancienne station de taxi d'El Hamri à Oran

Aménagement prochain d'un espace récréatif

Un nouvel espace récréatif sera aménagé au niveau du site de l'ancienne station des taxis interwilaya, limitrophe au stade Ahmed Zabana, au quartier d'El Hamri, a annoncé lundi la cellule de communication de la commune d'Oran.

Le site a fait l'objet d'une visite la veille par le président de

l'APC d'Oran, qui a ordonné le démarrage des travaux dans les meilleurs délais, a ajouté la même source.

Installés sur les lieux depuis plusieurs années, les taxis interwilaya ont été transférés dernièrement vers une nouvelle station, réalisée au quartier de l'Usto, à l'est d'Oran, et dotée de toutes les commodités.

La nouvelle station, relevant désormais de la commune de Bir El Djir, permettra à cette collectivité d'engranger des rentrées financières importantes et contribuera à rendre la circulation plus fluide.

Il est à noter que les autorités locales accordent, depuis quelques années, un intérêt particulier à l'embellissement de la

ville qui abritera en 2021 les jeux méditerranéens. Le nouveau projet d'aménagement d'un espace récréatif à El Hamri s'inscrit dans ce cadre, précise-t-on de même source.

Des espaces verts, une aire de jeu ainsi qu'un terrain de proximité ont été aménagés au niveau de l'ancienne station de bus interwilayas, transférée éga-

lement au niveau de la gare routière El Bahia, à la 3^{ème} périphérie, il y près d'une année, rappelle-t-on.

Par ailleurs, le P/APC d'Oran a inspecté l'ancien site de l'abattoir communal, qui sera aménagé en un marché de vente de voitures d'occasion, a-t-on indiqué de même source.

K. Y.

Tramway de Constantine

La première tranche de l'extension livrée courant 2018

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a indiqué lundi à Constantine que la première tranche du chantier d'extension de la ligne du tramway entre la cité Zouaghi et l'entrée de la ville Ali Mendjeli, sur une longueur de 6 km, sera livrée courant 2018.

En inspectant le chantier de l'extension du tramway, à l'entrée de la ville Ali Mendjeli, le ministre a exhorté les responsables de l'entreprise Cosider, réalisatrice du projet, à renforcer le chantier «en moyens matériels et humains pour respecter les délais impartis», soulignant que la deuxième tranche de ce projet s'étendant jusqu'à l'université Abdelhamid Mehri (Constantine 2), sur 4 km, sera livrée «ultérieurement». Mettant en exergue l'apport de ce projet dans l'amélioration de la mobilité des citoyens et l'allègement de la tension sur le trafic automobile entre les villes de Constantine et Ali Mendjeli, M. Zaalane a annoncé que des «réunions périodiques» avec les responsables de Cosider seront tenues pour «suivre l'avancement du chantier et lever toute réserve signalée».

Le ministre des Travaux publics et des Transports avait entamé sa visite à Constantine par l'inspection du chantier de la tour de contrôle de l'aéroport international Mohamed-Boudiaf dont l'avancement des travaux affiche un taux de 68%, selon les explications fournies. In



situ, le ministre a instruit les responsables du chantier à l'effet d'œuvrer à livrer le projet «d'ici septembre 2018», rappelant que cinq (5) tours de contrôle sont actuellement en cours de réalisation, à l'échelle nationale. Il a également inauguré le dédoublement d'un tronçon de la route nationale (RN) n 20 reliant Constantine à Guelma. Le tronçon inauguré sur 25 km relie la commune d'El Khroub à

Ain Abid et totalise quatre (4) ouvrages d'art dont deux (2) trémies, selon les données présentées au ministre. Le ministre des Travaux publics et des Transports poursuivra sa visite avec la mise en exploitation, depuis la commune de Zighoud Youcef, du tunnel d'El Kentour de l'autoroute Est-Ouest à la limite des frontières administratives entre Constantine et Skikda.

M. Y.

Contrats de travail aidés à Chlef

Plus de 1.400 placements réalisés en passée

Plus de 1.400 placements dans le secteur économique ont été réalisés en 2017 à Chlef dans le cadre des Contrats de travail aidés (CTA), a-t-on appris lundi auprès de la directrice de l'Agence de l'emploi de la wilaya.

«L'année 2017 a vu la réalisation de quelque 1.408 placements au titre des Contrats de travail aidés (CTA), sur un total de 9.000 postes d'emploi (dans différentes formules) disponibles au niveau de l'Agence de l'emploi de la wilaya de Chlef», a indiqué à l'APS Mme Torkia Douara, assurant que ce nombre de placements a permis un dépassement de l'ordre de 128% des objectifs fixés pour ses services. Par ailleurs, la responsable a fait

part de l'introduction auprès des services de plus de 46.000 demandes d'emploi au 31 décembre 2017, contre 7.484 offres d'emploi dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie notamment. Concernant l'accompagnement et l'orientation des demandeurs d'emplois, elle a fait état de l'organisation de 177 ateliers de formation au profit de 1.998 chômeurs, axés principalement sur la manière de rédiger un CV et de passer un entretien professionnel.

Pour l'année 2018, l'Agence de l'emploi de la wilaya de Chlef va s'axer sur l'accompagnement des diplômés universitaires, au titre d'une convention signée avec l'université Hassiba Ben Bouali et dif-

férents dispositifs de soutien à l'emploi, a-t-elle ajouté, précisant que cet accord profitera notamment aux jeunes porteurs de projets de micro entreprises, susceptibles d'aider à la diversification de l'économie locale et à la création de nouvelles sources de richesses.

A noter que l'Agence de l'emploi de Chlef est dotée d'un site électronique offrant la latitude, tant aux demandeurs d'emploi qu'aux employeurs, de s'inscrire via internet, ce qui permet, selon la même responsable, un «recensement exhaustif des offres et demandes d'emploi, tout en assurant une transparence dans l'orientation des demandeurs d'emploi».

H. M.

Parc industriel d'In-Amenas Un projet porteur de grandes promesses pour l'investissement

■ Le parc industriel de la commune d'In-Amenas (Nord d'Illizi) est un projet porteur pour l'impulsion de la dynamique d'investissement dans cette wilaya de l'extrême sud-est du pays, ont estimé des responsables locaux du secteur de l'Industrie et des Mines (DIM).

Occupant une superficie de 64 hectares à l'entrée nord de la ville d'In-Amenas, ce projet structurant s'inscrit dans le cadre du programme de l'Etat visant à promouvoir l'investissement, tout en facilitant l'accès au foncier industriel aux promoteurs pour réaliser leurs projets, a indiqué le DIM, Mohamed Hassani.

Concernant son aménagement, M. Hassani a fait savoir qu'un appel d'offres a été lancé et est resté infructueux, ajoutant que les préparatifs liés à l'élaboration d'un dossier administratif pour lancer un nouvel appel d'offre sont en cours au niveau local.

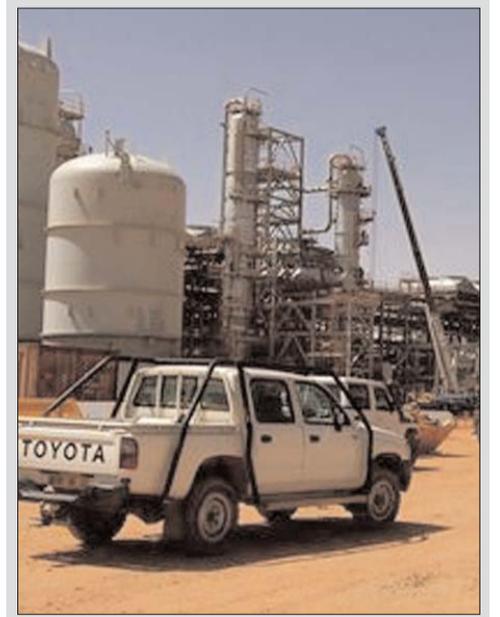
Les services de la DIM s'attendent au recensement des entreprises locales en mesure de prendre en charge cette opération d'aménagement qui nécessite de gros moyens, a-t-il ajouté.

Le parc d'In-Amenas totalise 68 parcelles d'une superficie de 5.000 à 10.000 m², destinées à accueillir divers types de projets dans différents créneaux économiques, notamment le secteur de l'énergie, au regard de la spécificité de la région considérée comme une zone pétrolière.

Le chef de l'exécutif de la wilaya, Aissa Boulahya, a mis l'accent, lors d'une récente visite à ce projet, sur la nécessité d'accélérer les procédures administratives pour rattraper le retard enregistré par l'opération d'aménagement du site.

Les services de la wilaya s'emploient à réunir tous les moyens requis pour booster l'investissement dans la wilaya qui recèle plusieurs potentialités en mesure d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, a-t-il assuré.

R. N.



Alger

Elimination de 26 décharges anarchiques

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont enregistré en décembre 2017 l'éradication de 26 décharges sauvages et le recensement de 119 bâtisses érigées sans autorisation de construction, indique dimanche un communiqué de ces mêmes services.

La brigade de police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a enregistré, durant le mois de décembre de l'année écoulée, l'éradication de 26 sites de décharges anarchiques en coordination avec les autorités locales, outre des interventions concernant le déversement d'ordures,

d'eaux usées et autres déchets sur la voie publique pouvant causer des accidents et nocifs pour la santé, précise le communiqué.

Dans le cadre du suivi de la gestion et de l'élimination des déchets, les services concernés ont recensé, durant la même période, 244 interventions relatives au jet et abandon de déchets inertes résultant de l'exploitation de carrières, de mines et de travaux de démolition, de construction et de restauration.

Concernant l'urbanisme, les mêmes services ont enregistré 199 interventions sur des sites de constructions sans permis et 3

autres concernant la non conformité de la construction ainsi que d'autres interventions (23) concernant l'activité commerciale illégale sur la voie publique, ajoute le communiqué. Les services de l'hygiène et de la santé publique ont enregistré, selon la même source, 4 interventions pour abandon de cadavres d'animaux ou de matières d'origine animale.

Concernant les espaces verts, la police de l'urbanisme est intervenue 4 fois pour mettre un terme aux dépassements portant atteinte et non respect de ces espaces.

Par ailleurs, un second communiqué de

la Sûreté de wilaya d'Alger portant sur les activités des cellules d'écoute et de prévention en coordination avec les bureaux d'action sociale a fait état de l'organisation de sorties nocturnes pour offrir des repas chauds aux nécessiteux et aux sans abris à travers le territoire de compétence, notamment Sidi M'hamed, Draria, Cheraga et Rouiba avec l'aide de médecins relevant du service d'aide mobile d'urgence sociale et le transfert de certaines personnes vers des centres d'accueil, à l'exemple du centre d'accueil pour femmes à Reghaia plage.

L. Y.

CONFLITS ►►

Syrie

Erdogan menace la «force frontalière» parrainée par Washington

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé lundi de lancer une opération visant à «tuer dans l'oeuf» une force que Washington souhaite constituer en Syrie avec notamment des combattants kurdes qu'Ankara considère comme «terroristes».



L'annonce de la création prochaine de cette force de 30 000 combattants dans le nord de la Syrie a provoqué un regain de tension entre les Etats-Unis et la Turquie, qui craint de voir les milices kurdes syriennes s'implanter durablement à sa frontière. «L'Amérique a avoué qu'elle était en train de constituer une armée terroriste à notre frontière. Ce qui nous revient, à nous autres, c'est de tuer dans l'oeuf cette armée terroriste», a lancé M. Erdogan lors d'un discours à Ankara.

La coalition emmenée par les Etats-Unis pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI) a annoncé dimanche la création de cette «Force de sécurité frontalière» pour «empêcher la résurgence» des jihadistes.

La force frontalière, qui se constituera «au cours des prochaines années» selon la coalition, sera composée pour moitié par des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes, le reste des effectifs seront de nouvelles recrues.

Or les FDS sont dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), une milice kurde considérée par la Turquie comme l'extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation kurde qui livre une sanglante guérilla contre Ankara depuis 1984.

«Un pays, que nous qualifions d'allié, insiste pour implanter à notre frontière une armée terroriste, en dépit de toutes nos objections, de nos mises en garde et de nos recommandations bien inten-

tionnées», a déploré M. Erdogan.

Opération «à tout moment»

Le porte-parole du gouvernement turc, Bekir Bozdogan, a accusé lundi Washington de «jouer avec le feu» en constituant cette force.

Dans ce contexte de vives tensions, M. Erdogan a affirmé que l'armée turque était «prête» à lancer une opération «à tout moment» contre les bastions des YPG à Afrine et Minbej, dans le nord de la Syrie.

«Les préparatifs sont terminés, l'opération peut commencer à tout moment», a affirmé M. Erdogan, ajoutant que «les opérations se poursuivraient jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul terroriste».

L'armée turque a envoyé lundi un convoi d'une vingtaine de blindés à la frontière avec la Syrie, selon l'agence de presse étatique

Anadolu. La Turquie a déjà lancé une offensive dans le nord de la Syrie en août 2016 pour repousser vers le sud les jihadistes de l'EI, mais également pour contrer l'expansion territoriale des milices kurdes.

Si la Turquie voit les YPG comme des «terroristes», les Etats-Unis considèrent cette force comme l'une des plus efficaces pour combattre l'EI au sol.

Appuyées par la coalition internationale, les FDS ont ainsi été le fer de lance de la prise l'an dernier de Raqa, bastion de l'EI dans le nord de la Syrie.

Cette divergence de vues au sujet des milices kurdes a fortement contribué à tendre les relations entre la Turquie et les Etats-Unis, pourtant alliés au sein de l'Otan.

En parallèle de ces tensions avec Washington, Ankara, qui appuie l'opposition syrienne, a renforcé ces derniers mois sa coopération avec Moscou, qui soutient le président Bachar al-Assad.

L'annonce de la création de la nouvelle force frontalière en Syrie a également fait réagir la Russie, dont le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov a dit lundi attendre «des explications détaillées».

Le régime syrien a également condamné le projet de création de la force frontalière : une source diplomatique syrienne, citée par l'agence officielle Sana, a qualifié de «traître à la nation» quiconque la rejoindrait.

Ces développements surviennent alors que la Turquie a condamné ces derniers jours la multiplication des frappes des

forces du régime de Damas sur la province rebelle d'Idlib (nord-ouest).

Ankara s'inquiète en outre d'une éventuelle participation des YPG à un congrès que le président russe Vladimir Poutine souhaite organiser les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire de Sotchi afin de trouver une issue à ce conflit qui a fait plus de 340 000 morts. La Turquie a fait savoir qu'elle ne s'associerait pas à cette initiative si des représentants des milices kurdes devaient s'y joindre.

AFP

Agence pour les réfugiés palestiniens L'ONU préoccupée par une éventuelle suspension de l'aide américaine

Les Nations unies ont exprimé leur inquiétude suite à des affirmations de la presse selon lesquelles Washington pourrait réduire de manière significative son aide financière à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.

«Il est important de comprendre que l'agence de l'ONU qui s'occupe des réfugiés palestiniens a été mandatée par l'Assemblée générale des Nations unies pour soutenir des projets d'aide humanitaire et de développement en faveur des réfugiés palestiniens», a déclaré lundi, Stéphane Dujarric, porte-parole en chef de l'ONU.

«Sa présence dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide humanitaire est un facteur de stabilité dans une zone extrêmement volatile», a-t-il souligné.

Les Etats-Unis étaient l'un des principaux contributeurs de cette agence, dont le nom officiel est l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa).

«Le travail de l'Unrwa est capital, et si un donateur réduit de manière significative ses contributions, les Nations-Unies devront trouver des sources alternatives de financement», a indiqué M. Dujarric.

Selon des affirmations de la presse, le président Donald Trump envisagerait de réduire de plusieurs dizaines de millions de dollars l'aide des Etats-Unis à l'Unrwa.

Cette agence a été créée en 1949 pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés palestiniens. Elle aide à présent quelque cinq millions de réfugiés palestiniens à travers tout le Proche-Orient.

R. L.

Afghanistan

Le Conseil de sécurité réitère son appui aux efforts pour restaurer la paix

Une délégation du Conseil de sécurité a achevé lundi en Afghanistan une visite de trois jours qui lui a permis de réitérer son appui au gouvernement et au peuple afghans et à leurs efforts pour restaurer la paix et la stabilité, selon un communiqué publié lundi par l'ONU.

Ils'agissait de la première visite du Conseil dans ce pays depuis 2010, a précisé la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) dans le communiqué. Elle était organisée par le Kazakhstan, qui occupe en janvier la présidence tournante du Conseil.

A Kaboul, la délégation a rencontré le président afghan Ashraf Ghani, le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, et d'autres hauts responsables du gouvernement. Elle a aussi rencontré des membres du Parlement, des représentants

d'organisations de femmes, de partis politiques et d'organes chargés de gérer les élections, ainsi que des représentants de l'ONU et de l'Otan dans le pays.

«Les discussions ont porté sur la situation politique, sécuritaire, socio-économique et des droits de l'homme dans le pays. La visite a précédé la réunion du processus de Kaboul, prévue en février 2018, au cours de laquelle le gouvernement devrait présenter ses plans pour un processus de paix et de sécurité plus structuré, coordonné avec l'ensemble de la région», a précisé la Manua.

Les membres du Conseil ont réitéré leur soutien aux initiatives de réforme du gouvernement, en particulier pour lutter contre la corruption et accélérer la coopération régionale. Ils ont exprimé des préoccupations au sujet de l'environne-

ment de sécurité en Afghanistan, y compris la présence d'Al Qaïda, des taliban et des terroristes affiliés au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique dans la Province du Khorasan, ainsi que du lien entre le terrorisme et le crime organisé.

Les membres de la Commission électorale indépendante et de la Commission des plaintes électorales ont informé la délégation des préparatifs des prochaines élections parlementaires et des conseils de district en 2018. Les membres du Conseil ont souligné l'importance de poursuivre les réformes électorales et d'organiser des élections parlementaires et présidentielle libres, crédibles et inclusives, respectivement en 2018 et 2019. Ils ont réitéré la nécessité d'accroître la participation des femmes aux élections.

G. L.

Pakistan

Une fatwa condamne les attentats-suicides

Plus de 1 800 dignitaires musulmans pakistanais ont signé une fatwa condamnant les attentats-suicides dont le contenu doit être officialisé mardi par le gouvernement.

Affirmant vouloir lutter contre le terrorisme, qui a fait des dizaines

de milliers de victimes au Pakistan depuis le début des années 2000, ces dignitaires ont décrété que les attentats-suicides étaient illicites, les qualifiant de «haram».

«Cette fatwa fournit une base solide à la stabilité d'une société islamique modérée», a commenté

le président pakistanais dans l'ouvrage qui accompagne le texte.

«Nous pouvons nous appuyer sur les recommandations de cette fatwa pour écrire une histoire nationale en endiguant le terrorisme tout en respectant les principes sacrés de l'Islam».

Le gouvernement pakistanais est fréquemment accusé de ne pas s'atteler avec suffisamment d'entrain au démantèlement des cellules islamistes responsables de la violence et de vouloir ménager les plus radicaux, ce qu'il réfute.

Reuters



Centrafrique

Autour de Paoua, les combats n'ont laissé que des villages fantômes

Lorsque le convoi de l'ONU arrive à Bedaya 1, aucun enfant n'accourt comme il est d'usage. Aucun adulte non plus.



Pas âme qui vive dans ce village à une vingtaine de km au nord de Paoua, localité du nord-ouest de la Centrafrique, à part quelques chiens faméliques au pelage clairsemé. Tout le monde a fui les combats qui font rage depuis des semaines. Les maisons en briques de terre sont vides. Des tabourets renversés et quelques ustensiles de cuisine abandonnés autour des cendres d'un récent feu témoignaient, samedi dernier, de la précipitation dans laquelle les habitants sont partis, a constaté un correspondant de l'AFP, un des rares journalistes à s'être rendu dans la zone.

Devant le convoi et les Casques bleus, une poignée d'hommes apparaît de nulle part, dit être venue récupérer de la nourriture pour leurs familles réfugiées à Paoua. Mais une sagaie nichée sous un toit de paille ou un long poignard caché derrière un tronc indiquent d'autres intentions. Des villages fantômes comme celui-ci, le convoi en a croisé une dizaine, et pour cause: plus de 60.000 personnes, selon le bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), ont fui les villages de la région pour se réfugier à Paoua. Les combats opposent depuis fin décembre le groupe armé Mouvement national pour la libération de la Centrafrique (MNL) du "général" Ahamat Bahar, au groupe armé Révolution et Justice (RJ) d'Armel Sayo. Jusqu'à fin décembre, ils cohabitaient bon gré mal gré et se partageaient la garde des checkpoints, une de leur principales sources de revenus sur cette route de transhumance vers le Tchad qui voit passer beaucoup de troupeaux, dont chaque tête est

taxée. Mais l'assassinat le 28 novembre par le MNL d'un chef de RJ, Raymond Bélanga, accusé de nombreuses exactions contre la population, a fissuré cette alliance: les combattants RJ ont quitté les barrages avant de les attaquer, parfois avec l'aide de milices d'autodéfenses locales. Depuis, le MNL, bien mieux armé et mieux doté en munitions, mène une riposte impitoyable contre les RJ et surtout contre la population, suspectée d'accointance avec ces derniers.

Des cavaliers avec des kalachnikovs

Violences contre les civils, politique de la terre brûlée... Les témoignages de civils recueillis par l'AFP sont nombreux.

"On a d'abord entendu des coups de feu", raconte Charles Tombe, 52 ans, chef du dispensaire médical de Bekoro Misso, à une quarantaine de km au nord-est de Paoua.

"Puis on a vu arriver les chevaux, avec deux ou trois cavaliers par monture, armés de kalachnikovs, de fusils, d'arcs et de flèches. Ils tiraient sur tout le monde, alors on a fui dans la brousse." "Il y a des cadavres qui pourrissent là bas", ajoute-t-il.

Aucun bilan n'a pu être établi à ce jour tant les environs de Paoua sont difficiles d'accès. Selon plusieurs témoignages concordants, les cavaliers seraient des Peuls - groupe ethnique généralement éleveurs et nomades - venus du Tchad, en renfort du MNL. "Ils ont pillé, brûlé le centre de santé et toutes les maisons", poursuit Charles Tombe. L'ONG Médecins sans frontières (MSF), avait dû fermer 7 centres de santé situés autour de

Paoua début janvier. Lanissa Né Oumangue, 16 ans est également parvenue à s'enfuir, avec son bébé d'un an, lorsque son village, Bémal, à 50 km de Paoua, a été attaqué le 3 janvier par les hommes du MNL. Son mari a été froidement abattu. Elle affirme avoir vu des hommes armés jeter un nourrisson par terre pour le tuer. "La Séléka (le MNL est issue de l'éclatement de la rébellion de la Séléka) a tué ma mère et mon petit frère devant moi", murmure Prince, 24 ans, chauffeur de taxi moto - que les assaillants ont volé.

Lui aussi a dû fuir son village, Bedoua, à une trentaine de km de Paoua. "Ils ont même brûlé une maison avec des gens dedans", dit-il. Comme Prince, des milliers de personnes affamées s'agglutinaient devant trois camions garés sur la place poussiéreuse de l'église de la Sainte Famille, vendredi 12 janvier, à Paoua. Au milieu de la foule, un camion décharge des vivres du Programme alimentaire mondial (PAM). Des disputes éclatent, lorsque certains réalisent qu'ils ne toucheront pas leur aide d'urgence aujourd'hui.

Des sacs de nourriture écartelés par plusieurs paires de mains se craquent. Des enfants se jettent sur les quelques grains de riz qui tombent dans la poussière.

Une ONG locale parvient à calmer les esprits. La distribution continuera dimanche, pour une population qui n'a plus rien.

Les habitants de Bedoua ne sont pas seuls à souffrir de la faim. En Centrafrique, plus de la moitié des 4,5 millions d'habitants dépend de l'aide humanitaire, selon l'ONU.

AFP

Côte d'Ivoire

Ouverture du procès d'un ancien ministre de la Défense de Gbagbo

Le procès de Lida Kouassi, ancien ministre de la Défense de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, accusé de "complot contre l'autorité de l'Etat", s'est ouvert lundi devant la cour d'Assises d'Abidjan.

Selon l'acte d'accusation, "dans le courant du mois de février 2012, la Direction de la surveillance du territoire (DST) recevait une information faisant état de la préparation d'un projet de déstabilisation du régime actuel (du président Alassane Ouattara, ndlr) par des officiers de l'armée en exil au Ghana, constitués en une plateforme militaire, avec l'implication de certains civils et hommes politiques proches de l'ex-président de la République".

C'est suite à cette information que M. Lida Kouassi, parti au Togo à la fin de la crise post-électorale de 2010-2011, qui a abouti à la chute du président Gbagbo et fait plus de 3.000 morts, a été extradé en juin 2012 par Lomé à Abidjan au motif qu'il se livrait à "des activités subversives".

M. Lida Kouassi détenu depuis octobre 2014, comparait en même que trois militaires: le colonel Paulin Katé Gnatoa, le sergent Serge Pacôme Durand Brou et Samuel Zadi Gbaka, un élève officier de la marine, tous accusés de "complot contre l'autorité de l'Etat".

Les trois ont été arrêtés à Abidjan le 8 mars 2012, jour "prévu" pour la "réalisation de leur projet".

Lundi, Samuel Zadi Gbaka et Serge Pacôme Durand Brou ont tous les deux nié à la barre les faits qui leur sont reprochés.

L'audience doit se poursuivre mardi avec l'audition des autres accusés.

Agence

Afrique du Sud L'ANC discutera cette semaine de l'avenir de Jacob Zuma

La direction du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, discutera à la fin de la semaine d'une éventuelle démission du président sud-africain Jacob Zuma, mis en cause dans des détournements de fonds publics, a-t-on appris lundi de sources informées au sein de l'ANC.

Zuma a été fragilisé par l'élection le mois dernier à la tête de l'ANC de son vice-président Cyril Ramaphosa.

Dans un entretien diffusé dimanche, Cyril Ramaphosa a déclaré que l'avenir de Jacob Zuma serait réglé "avec le temps".

Le second mandat présidentiel de Zuma s'achève en 2019 mais le chef de l'Etat peut être forcé à la démission par un vote de défiance au parlement ou par une décision de la commission nationale exécutive de l'ANC, qui se réunit à partir de jeudi.

"On va parler de cette question", a déclaré lundi à Reuters une source au sein de l'ANC. Une autre source a confirmé que les partisans de Cyril Ramaphosa entendaient bien aborder lors de cette réunion le sujet du départ de Zuma.

Reuters

Zimbabwe

L'armée a mis en garde Mugabe contre un "lynchage"

Les militaires zimbabwéens ont fait pression sur l'ex-président Robert Mugabe pour qu'il se retire en lui indiquant qu'il risquait d'être "lynché", comme l'ancien dirigeant libyen Muammar Kadhafi, s'il s'y refusait, a raconté un de ses proches. Au pouvoir depuis 1980, M. Mugabe, 93 ans, a quitté le pouvoir en novembre dernier après un coup de force de l'armée et d'importantes manifestations de rue. "Les généraux nous ont envoyé un message assez effrayant en nous disant +allez voir le prési-

dent et dites-lui de bien prendre conscience de la situation+", a raconté à la presse son ancien porte-parole George Charamba.

"La possibilité existait d'un scénario à la libyenne, où le président aurait été arraché de sa résidence et lynché", a précisé M. Charamba dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire local Daily News Sunday.

Le colonel Kadhafi a été renversé en août 2011 par un soulèvement populaire conjugué à une intervention militaire aérienne des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. En fuite, il a été tué deux mois plus

tard par une foule en colère. L'armée est intervenue au Zimbabwe après la destitution sur injonction de la Première dame Grace Mugabe, du vice-président Emmerson Mnangagwa, favori pour succéder à M. Mugabe.

M. Mnangagwa a depuis été nommé président par intérim du pays, jusqu'aux élections générales prévues cette année.

M. Charamba, devenu le porte-parole du nouveau chef de l'Etat, a raconté au Daily News Sunday que Robert Mugabe avait tenté de sauver sa présidence en renommant M.

Mnangagwa à son poste de vice-président.

A la fin de la crise, même Mme Mugabe a approuvé la décision de son mari de démissionner, a raconté M. Charamba.

"Même la Première dame y était favorable", a-t-il rapporté. "Quand un président ne contrôle plus les institutions qu'il est censé diriger, il y a un problème. Mais il faut noter que Mugabe n'a jamais refusé de démissionner, il voulait simplement le faire à sa façon", a précisé son conseiller.

AFP

Les Etats-Unis célèbrent Martin Luther King, Trump se défend d'être «raciste»

Le président américain, Donald Trump, a dû, une nouvelle fois, se défendre d'être raciste après des propos injurieux envers plusieurs pays, au moment où les Etats-Unis célébraient le héros des droits civiques, Martin Luther King.

Le chef de l'Etat a été vivement critiqué pour ne pas avoir participé aux événements organisés en hommage au pasteur afro-américain assassiné en 1968. Dans un message vidéo enregistré et publié lundi, il a évoqué Martin Luther King et appelé à «perpétuer son message de justice, d'égalité et de liberté».

La polémique sur des propos injurieux qu'il nie avoir prononcés a envenimé le débat autour du statut de centaines de milliers d'immigrés aux Etats-Unis, sur lequel un accord bipartisan au Congrès semble de plus en plus improbable, à un mois et demi d'une échéance cruciale.

«Je ne suis pas raciste. Je suis la personne la moins raciste que vous ayez jamais interviewée», a déclaré dimanche soir à des journalistes le président depuis son club de golf de West Palm Beach, en Floride, où il



dînait avec le chef de la majorité de la Chambre des représentants Kevin McCarthy.

Ces déclarations faisaient écho à la polémique sur des propos qu'il aurait tenus jeudi lors d'une réunion avec des parlementaires. «Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de merde viennent ici?», aurait-il demandé, en référence à des pays d'Afrique, à Haïti et au Salvador.

Le milliardaire a contesté dès vendredi avoir utilisé cette expression, mais a été contredit par des élus de la majorité républicaine et de l'opposition démocrate.

Depuis son entrée en politique en juin 2015, il a plusieurs fois été taxé de racisme.

En campagne, il a accusé le Mexique «d'envoyer» aux Etats-Unis des criminels, en particulier des «violeurs». Il s'en est également pris plusieurs fois aux musulmans, encore récemment en retweetant des vidéos anti-musulmans à l'origine douteuse.

En août, il n'a pas condamné clairement des manifestants néo-nazis dont le rassemblement s'était terminé par la mort d'une femme, percutée intentionnellement par le véhicule d'un suprémaciste blanc.

- 'Dreamers' en péril -

Lundi, beaucoup ont puisé dans les mots du pasteur Martin Luther King Jr, honoré par un jour férié aux Etats-Unis à la date anniversaire de sa naissance, le 15 janvier 1929, pour adresser des messages au président.

L'ancien candidat républicain à la présidence des Etats-Unis Mitt Romney a aussi évoqué la mémoire du pasteur King, tout en

expliquant que «le sentiment attribué au président des Etats-Unis n'est pas cohérent avec l'histoire américaine et constitue l'antithèse des valeurs américaines».

«La pauvreté du pays d'origine d'un candidat à l'immigration est aussi peu pertinente que son origine ethnique», a tweeté celui qui pourrait bientôt briguer un siège au Sénat.

Lundi toujours, le basketteur vedette LeBron James a estimé que Donald Trump avait «donné aux gens» racistes «l'opportunité de se dévoiler et de parler sans crainte».

«Notre président a dévoilé la personne qu'il était en tenant ces propos, les gens ne sont pas bêtes», résume Michelle Toyer, qui participait à une marche à Washington. D'autres, comme Aiyi'nah Ford sont plus direct : « Je pense qu'il est le paragon du racisme et de l'homophobie. Il constitue un problème.»

A travers les Etats-Unis, des milliers d'événements se sont déroulés pour rendre hommage au héros de la lutte pour les droits civiques, tué par balle le 4 avril 1968, beaucoup fustigeaient l'absence de Donald Trump à ces célébrations. A West Palm Beach, un groupe de manifestants agitant des drapeaux haïtiens, un des pays visés par le commentaire polémique, et des sympathisants de Trump se sont fait face sans toutefois s'affronter.

«Donald Trump est une brute raciste et nous savons comment traiter les brutes», a déclaré la sénatrice démocrate Elizabeth Warren lors d'un rassemblement dédié à

Martin Luther King, selon le Boston Globe. «Nous répliquons».

Plusieurs parlementaires démocrates ont déjà annoncé qu'ils n'assisteraient pas au discours sur l'Etat de l'Union de Donald Trump devant le Congrès, le 30 janvier, notamment John Lewis, qui fut des grandes luttes pour les droits civiques durant les années 1960.

Le climat politique semble chaque jour plus tendu entre le l'occupant de la Maison Blanche et l'opposition démocrate, dont le président a encore mis en doute lundi le désir de parvenir à un accord sur le programme DACA, mis en place par Barack Obama pour permettre aux immigrés clandestins arrivés enfants aux Etats-Unis de pouvoir y étudier et y travailler.

M. Trump a proposé un pacte qui offrirait une issue aux «Dreamers», les bénéficiaires du programme DACA qu'il a abrogé, en échange du financement de mesures de renforcement du contrôle à la frontière mexicaine, notamment l'érection d'un mur.

Dans l'après-midi il s'en est pris notamment au sénateur démocrate Dick Durbin, présent jeudi à la réunion et qui a affirmé que M. Trump avait répété «plusieurs fois» son expression grossière.

«Le sénateur Dicky Durbin a totalement déformé ce qui a été dit à la réunion DACA. On ne peut pas conclure d'accord quand il n'y a pas de confiance! Durbin a détruit DACA et nuit à notre armée», a-t-il tweeté.

AFP

Etats-Unis Jared Kushner prévenu des connexions chinoises de l'ex-femme de Rupert Murdoch

Le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, a été mis en garde par le FBI de connexions avec le régime chinois que pourrait avoir l'ex-femme de Rupert Murdoch, Wendi Deng Murdoch, avec laquelle il entretient des relations amicales, affirme lundi le Wall Street Journal. Selon le WSJ, le FBI a prévenu au début de l'année dernière Jared Kushner que Wendi Deng Murdoch pourrait utiliser sa relation avec lui et sa femme Ivanka, la fille de Donald Trump, pour promouvoir des intérêts chinois aux Etats-Unis. Le journal cite des sources «proches du dossier» qu'il n'identifie pas.

Les responsables américains étaient aussi inquiets que Mme Murdoch puisse utiliser cette relation pour promouvoir un projet financé par le gouvernement chinois et prévoyant la construction d'une tour de près de 25 mètres dans un jardin chinois situé dans un quartier de la capitale fédérale Washington, à moins de dix kilomètres du Capitole et de la Maison Blanche. Cette tour aurait pu être utilisée à des fins de surveillance, indique le WSJ citant l'une de ses sources. Wendi Deng a épousé le magnat des médias Rupert Murdoch, dont le groupe possède notamment la chaîne de télévision Fox News très favorable au président américain, en 1999 et le couple a divorcé en 2013.

Le quotidien précise que cette mise en garde a été donnée dans le cadre des briefings réguliers que M. Kushner a reçu au moment où il a pris des fonctions de conseiller auprès de son beau-père lorsque celui-ci est entré à la Maison-Blanche il y a un an. Cité par le Wall Street Journal, un porte-parole de Wendi Deng Murdoch, qui est née en Chine et possède la nationalité américaine, a affirmé que celle-ci n'avait aucune connaissance des préoccupations du FBI à son sujet ni de projets financés par le gouvernement chinois. AFP

Pour le basketteur LeBron James, Trump encourage les racistes

Le célèbre joueur de basket américain LeBron James a déclaré lundi que Donald Trump encourageait les racistes aux Etats-Unis et appelé le pays à ne pas se diviser sur la question raciale.

«Le type aux commandes a donné aux gens et au racisme une occasion de parler sans crainte, haut et fort», a déclaré aux journalistes LeBron James en ce jour de commémoration de la mémoire du pasteur Martin Luther King, militant pour les droits des noirs assassiné en 1968.

«Et c'est ce qui nous fait peur parce que c'est là, tous les jours. Il a permis aux gens de sortir du bois et de se sentir à l'aise en faisant des choses négatives», a ajouté le

joueur des Cleveland Cavaliers.

Le président américain a suscité un tollé pour avoir qualifié Haïti et certains pays africains de «pays de merde» lors d'une réunion jeudi dernier avec des parlementaires à la Maison blanche à propos de la politique d'immigration.

Donald Trump a nié avoir utilisé cette expression et déclaré dimanche qu'il n'était «pas raciste». Pour LeBron James, les Américains doivent rester unis contre la haine. «Nous ne pouvons permettre à cela de nous empêcher de continuer à être ensemble et de prêcher la bonne parole de vivre, aimer et rire», a-t-il déclaré. «Parce que, est-ce que nous voudrions vivre ailleurs

? Je ne le pense pas. Nous aimons cet endroit.»

Le joueur star s'en était pris à Donald Trump au mois d'août dernier pour avoir dit qu'il y avait «des gens très bien dans les deux camps» à propos des manifestations organisées par des suprémacistes blancs à Charlottesville, en Virginie, qui avaient fait un mort chez les contre-manifestants.

L'entraîneur des San Antonio Spurs, Gregg Popovich, autre critique du président, a déclaré lundi ne pas le croire.

«Chaque fois que j'entends quelqu'un dire qu'il n'est pas raciste, vous savez qu'il l'est», a-t-il dit aux journalistes. AFP



Les preuves du crime économique contre le Venezuela

Laisser de côté ce que le Venezuela confronte aujourd'hui, sous forme d'une multi-agression permanente en matière économique, est un acte d'irresponsabilité délibérée. Ce serait aussi une analyse partielle et biaisée.

Par **Alfredo Serrano Mancilla**

Ce serait la même chose que d'analyser l'économie mexicaine sans considérer qu'elle a les États-Unis comme voisin du nord. Ou supposer qu'un pays a de l'accès à la mer sans l'avoir. Donc, comment une étude ou une proposition peut-elle être lue sur la base de prémisses fausses et inexistantes, éclipsant une bonne partie de ce qui se passe ?

Le « risque-pays » accordé par les agences de notation est inadmissible vu le respect du Venezuela concernant le paiement de la dette extérieure. Au cours des quatre dernières années, la République Bolivarienne du Venezuela a honoré ses engagements de paiement pour un total de 73.359 millions de dollars. Toutefois le « risque-pays » ne cesse pas d'augmenter. Ont été repérés 32 mois au cours des 14 dernières années où le « risque-pays » du Venezuela a augmenté malgré la hausse du prix du pétrole. Actuellement, le « risque-pays », donné par JP Morgan (EMBI +), se situe à 4.820 points, soit 38 fois plus de ce que ce qui est attribué au Chili malgré le fait que ce dernier a un ratio dette / PIB similaire à celui du Venezuela.

Le mot « default » est utilisé contre le Venezuela indépendamment de sa signification. Deux exemples récents, malgré que le Venezuela ait respecté le paiement de la dette extérieure: a) Fitch Ratings a déclaré que le Venezuela avait un « default sélectif », b) Standard & Poors a abaissé la note de

CC / C à SD / D (default sélectif). Mais cela vient de loin. Un autre exemple moins récent: en février 2016, Bloomberg a affirmé que le Venezuela avait 76% de chance d'entrer en « default » dans un an. Et ainsi nous aurions des milliers et des milliers de témoignages qui confirment que les notations contre le Venezuela ne suivent pas un critère de rationalité économique.

Donald Trump a ordonné un décret (basé sur un décret précédent d'Obama) contre l'économie vénézuélienne. Il suffit de lire en détail pour se rendre compte qu'il s'agit d'un boycott explicite dans le but d'empêcher les relations du Venezuela avec des partenaires privés étasuniens, tout en limitant le respect des paiements de la dette extérieure ainsi que les possibilités de refinancement de celle-ci.

Une grande partie du système financier international, depuis quelques années déjà, promeut un système de blocus vis-à-vis les opérations financières du Venezuela; limitant ainsi les actions de plusieurs institutions nationales (publiques et privées) pour effectuer des paiements aux fournisseurs, recevoir des paiements, effectuer les transactions, gérer les portefeuilles d'investissement, respecter les obligations financières et accéder aux sources de financement internationales. Il y a eu des annulations unilatérales de contrats de correspondants bancaires contre le Venezuela (Citibank, Comerzbank, Deutsche Bank). Depuis juillet 2017, l'agent de paiement des obligations émises par Pdvs a signalé que sa banque correspondante aux États-Unis (PNC Bank) a refusé de recevoir des fonds de la compagnie pétrolière nationale. Pour sa part, Novo Banco (Portugal) a notifié en août 2017 l'impossibilité d'effectuer des opérations en dollars par les institutions publiques vénézuéliennes en raison du blocage des intermédiaires. La société Euroclear, en charge de la garde d'une partie significative des obligations vénézuéliennes, maintient d'importantes opérations de transactions des obligations retenues en procès de « Révision »; dû aux pressions exercées par l'OFAC (plus de 1,2 milliard de dollars). La banque alliée du Venezuela, Bank of China Frankfurt, n'a pas

été en mesure de réaliser une opération destinée au paiement d'engagements auprès de la société minière canadienne Gold Reserve à hauteur de 15 millions de dollars.

Il y a eu des blocages pour le paiement de la nourriture et d'autres produits de base. Par exemple, au cours de la troisième semaine de novembre, plus de 23 opérations de paiement de 39 millions de dollars pour aliments ont été remboursées parce que les banques intermédiaires de fournisseurs ne voulaient pas accepter de l'argent venant du Venezuela. Des situations similaires se sont produites pendant les achats de Noël, achats des médicaments (insuline, médecine pour la malaria et le paludisme), achat des graines, le transport des athlètes vénézuéliens (Wells Fargo Bank a empêché l'opération), la communication (la banque néerlandaise Rabobank a refusé le paiement pour la fonctionnalité de la chaîne Telesur alléguant que le donneur d'ordre a été sanctionné par l'Ofac).

L'évolution du taux de change illégal « parallèle » n'a aucun « parallélisme » avec aucune variable macroéconomique. La valeur de ce type de change s'est multipliée 1.410 fois depuis août 2014 jusqu'à aujourd'hui; tandis que le montant des billets et des pièces s'est multiplié par 64; et le taux de change implicite par 141. Même l'orthodoxie néoclassique ne sert pas à expliquer le comportement de cette arme politique de destruction économique, utilisée pour induire une augmentation disproportionnée de l'inflation.

Nous pourrions ajouter à cette liste toutes les tentatives du Mercosur d'isoler le Venezuela; et les sanctions de l'Union européenne ou du Canada; et le retrait de compagnies aériennes telles qu'Avianca ou Aerolíneas Argentinas. Et en plus de cela, il faut ajouter la chute retentissante du prix du pétrole entre 2014 et 2016 (passant d'un prix annuel moyen du baril de 88, à 35 dollars).

Cette réalité est indéniable et aucun autre pays n'est soumis à ce type de siège économique aussi persistant et d'une forte intensité.

Alfredo Serrano Mancilla

Le déficit de l'Etat français au plus bas depuis 2008

■ Plus de 22 millions de personnes ont maintenant besoin d'aide au Yémen où le risque de famine se propage avec la guerre entre les rebelles, soutenus par l'Iran, et le gouvernement, appuyé par l'Arabie Saoudite, a déclaré mardi l'ONU.

Un nouveau rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha) note que 22,2 millions de Yéménites (76% de la population) ont besoin d'aide dans ce pays pauvre et en guerre, soit une augmentation de 1,5 million de personnes au cours des seuls six derniers mois.

Le risque de famine est également en hausse, avec 8,4 millions de personnes confrontées à la faim, contre 6,8 millions en 2017, selon l'Ocha.

Ces chiffres couvrent plus de la moitié des districts du pays, dont 72 des 95 zones les plus exposées au risque de famine.

Plus de 1 500 écoles à travers le Yémen ont été endommagées ou complètement détruites en raison du conflit qui dure depuis trois ans, selon le rapport. Certaines écoles sont occupées par des groupes armés.

L'année dernière, les Nations unies ont déclaré que le Yémen était le théâtre de « la pire crise humanitaire du monde ».

La guerre oppose des forces gouvernementales aux rebelles houthis, issus de la minorité zaïdite (branche du chiisme), qui ont conquis de vastes territoires, dont la capitale Sanaa en septembre 2014.

Depuis mars 2015, une alliance militaire dirigée par l'Arabie Saoudite est entrée en action au Yémen pour soutenir les forces gouvernementales.

Quelque 9 000 personnes ont été tuées et plus de 51 000 blessées, dont de nombreux civils, depuis l'intervention sous commandement saoudien au Yémen, selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plus de 2 200 personnes sont également mortes en raison d'une épidémie de choléra qui a frappé le pays depuis avril, d'après l'OMS.

Le Yémen dépend largement de l'aide internationale et des importations alimentaires qui font l'objet de restrictions, l'Arabie Saoudite et ses alliés ayant imposé des contrôles dans les ports en raison de soupçons de transferts d'armements iraniens vers les Houthis.

AFP



Maison de l'horreur en Californie

13 frères et soeurs enfermés, certains enchaînés

Treize frères et sœurs enfermés, dont un bébé de deux ans, certains enchaînés, affaiblis par leurs propres parents: la police a découvert une nouvelle maison de l'horreur, en Californie, faisant frémir les Etats-Unis et au-delà.

Le couple a été incarcéré pour torture et mise en danger d'enfants, et une caution de neuf millions de dollars chacun a été fixée pour leur éventuelle remise en liberté, a annoncé lundi la police du comté de Riverside, où est située la maison à Perris, à deux heures au sud-est de Los Angeles.

David Turpin et son épouse Louise, âgés respectivement de 57 et 49 ans, n'ont pour l'heure pas expliqué pourquoi plusieurs de leurs enfants ont été retrouvés enchaînés à leur lit dans le noir et dans une odeur pestilentielle.

C'est l'une des sœurs, âgée de 17 ans, qui a mis fin au cauchemar de la fratrie. Elle est parvenue à s'échapper et a appelé dimanche matin le numéro d'urgence 911 depuis un appareil portable trouvé dans la maison.

L'adolescente, qui était «un peu maigre» et semblait n'avoir que 10 ans selon le communiqué de presse de la police, «affirmait que ses douze frères et sœurs étaient retenus à l'intérieur de la résidence par leurs parents, précisant que certains étaient attachés avec des chaînes et cadenas».

A l'arrivée dans la maison, la police a initialement cru que les 12 personnes découvertes, «mal-nourries et très sales», étaient toutes des mineurs mais a ensuite réalisé que sept d'entre elles étaient adultes, âgées de 18 à 29 ans. La plus jeune avait deux ans.

'Maman m'aime'

Les services de protection de l'enfance ont ouvert une enquête.

David Turpin est cité comme directeur d'une école privée à Perris par un site internet du département de l'Education. L'adresse, dans une résidence pavillonnaire récente, correspond à celle où vivent les Turpin.

D'après le Los Angeles Times citant des registres publics, le couple vivait à cette



adresse depuis 2010 et auparavant au Texas. Ils auraient fait faillite deux fois.

Sur une page Facebook au nom de David-Louise Turpin, on voit le couple, dont la police a publié des photos prises au moment de leur incarcération, lors d'une cérémonie qui semble être un mariage.

Louise Turpin est en robe longue blanche, son époux en costume et ils sont entourés de treize personnes qui semblent toutes des enfants ou jeunes adultes, les filles aux cheveux longs et châtains portant toutes la même robe mauve à imprimé quadrillé sauf le bébé en robe rose.

Les garçons arborent la même coupe au bol que David Turpin.

Des clichés montrent le couple échangeant des alliances devant un homme habillé en Elvis Presley et tenant un micro, évoquant les mariages «kitsch» de Las Vegas.

Leur portfolio d'images sur la page Facebook les représente lors d'une autre cérémonie de mariage ou d'anniversaire d'épousailles dans la même tenue avec le même avatar d'Elvis mais plus jeunes, en 2013 - le bébé n'est pas encore née.

Sur l'un des clichés, celle-ci est tenue par sa mère et vêtue d'un T-shirt où l'on lit «maman m'aime».

Sur une autre photo de couverture publiée en avril 2016, les 13 enfants apparaissent avec leurs parents, tout sourire et portant le même tee-shirt rouge avec chacun un numéro, semblant les classer par âge: on y voit notamment «thing 3» («chose 3»), «thing 5» ou encore «thing 12», semblant faire référence aux enfants malicieux du livre «The Cat in the Hat» (Chat dans un chapeau) très populaire aux Etats-Unis.

«On avait vu deux ou trois adolescents l'an dernier qui tondaient la pelouse, et installer des décorations de Noël. Je n'aurais jamais cru que quelque chose de la sorte arriverait», a réagi, stupéfait, Julio Reyes, un voisin de 38 ans.

«Je suis très choqué, j'ai une fille vous voyez, et c'est horrible que ça puisse arriver dans notre communauté», ajoute-t-il interrogé par l'AFP.

'Quelque chose de louche'

Je me suis dit qu'ils suivaient des cours à domicile», ce qui est relativement fréquent aux Etats-Unis, ajoute-t-elle. ?On sentait qu'il y avait quelque chose de louche mais on ne veut pas penser du mal des gens», a ajouté Kimberly Milligan, une autre voisine, citée par le Los Angeles Times.

Elle se sent à présent terriblement cou-

pable après les révélations sur les mauvais traitements subis par cette fratrie: «comment personne n'a rien vu?».

Cette nouvelle affaire, qui était reprise par des médias du monde entier, rappelle d'autres cas célèbres de séquestration: Ariel Castro, un chauffeur de car au chômage, avait faites prisonnières et violé pendant une dizaine d'années trois jeunes Américaines dans sa maison de Cleveland. Il a été arrêté en mai 2013, dénoncé par l'une d'elles parvenue à s'enfuir.

En 2009, Jaycee Dugard, 29 ans, avait été retrouvée dans le jardin d'une maison de la région de San Francisco, après avoir été séquestrée par un couple pendant 18 ans et avoir eu deux enfants avec son ravisseur.

En Autriche, Natascha Kampusch fut retrouvée en 2006 âgée de 18 ans errant dans les environs de Vienne après s'être échappée du réduit où son ravisseur l'avait emprisonnée pendant huit ans, et Elisabeth Fritzl a été enfermée et violée pendant 24 ans par son père. **AFP**

Tchéquie

Le Premier ministre a demandé la levée de son immunité

Le Premier ministre tchèque, Andrej Babis, a annoncé mardi qu'il avait demandé aux députés de lever l'immunité parlementaire qui le protège d'éventuelles poursuites dans une affaire de malversation financière présumée. La police enquête sur le versement d'une subvention européenne de 2 millions d'euros il y a une dizaine d'années. Richissime homme d'affaires de 63 ans, Andrej Babis a été nommé Premier ministre début décembre, après la victoire de son parti, l'Action des citoyens mécontents (Ano), qui a toutefois échoué à obtenir la majorité absolue.

Il nie toute malversation.

«Les citoyens ne sont pas stupides et ils savent qu'il s'agit d'une manoeuvre politique qui est censée me tenir à l'écart de la politique», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. La chambre basse du Parlement tchèque doit en outre reprendre ses débats sur un vote de confiance que le Premier ministre risque de perdre, la plupart des partis de l'opposition jugeant les accusations qui le visent incompatibles avec son maintien à la tête du gouvernement.

En cas de défaite, Andrej Babis restera Premier ministre dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement, tâche qui pourrait lui revenir, sa popularité restant élevée dans l'opinion publique. **Reuters**

Explosion dans le centre d'Anvers (Belgique)

Deux corps retrouvés dans les décombres

Une explosion survenue lundi soir dans le centre d'Anvers (nord de la Belgique) qui a endommagé plusieurs immeubles a fait au moins deux morts et une quinzaine de blessés, selon un nouveau bilan mardi matin rapporté par les médias belges.

Les secouristes ont retrouvé en début de matinée dans les décombres les corps de deux personnes disparues, a annoncé la police locale, citée par les médias. L'hypothèse d'une explosion due au gaz n'a pas encore été confirmée par les autorités. La police avait toutefois exclu dès lundi soir une piste terroriste. **Agence**

Hong Kong

Trois militants prodémocratie contestent en justice leur emprisonnement

Trois des leaders du «Mouvement des parapluies» ont contesté mardi devant la justice leur condamnation à des peines de prison pour leur rôle dans cette mobilisation prodémocratie de 2014 à Hong Kong.

La condamnation en août de Joshua Wong, Nathan Law et Alex Chow à des peines allant de six à huit mois d'incarcération avait été interprétée comme un nouveau coup porté à ceux qui militent pour des réformes politiques dans l'ex-colonie britannique.

Cet emprisonnement avait été consécutif à un appel du ministère public qui demandait des peines plus lourdes que celles décidées en première instance.

La décision du gouvernement de réclamer une plus grande sévérité contre MM. Wong, Law et Chow avait été perçue comme un nouveau signe de l'ingérence grandissante de Pékin dans les affaires intérieures hongkongaises, en violation du principe «Un pays, deux systèmes» qui avait présidé à la rétrocession du territoire à la Chine en 1997 par les Britanniques.

Les trois hommes avaient été libérés sous caution dans l'attente de l'examen de leur pourvoi devant la Cour d'appel final, plus haute juridiction hongkongaise, un

recours qu'ils ont présenté comme un test de l'indépendance de la justice hongkongaise.

«Nous avons maintenant l'opportunité de voir comment les tribunaux de Hong Kong vont se positionner sur la question de la désobéissance civile», a déclaré aux journalistes avant l'audience Joshua Wong, 21 ans.

Il a ajouté que même si on le renvoyait derrière les barreaux, les Hongkongais continueraient de se battre pour la démocratie.

Un des conseils de la défense, Robert Pang, a déclaré au tribunal que la décision en appel avait un caractère «effrayant» pour la jeunesse.

«Nous devons nous retenir de décourager les jeunes personnes idéalistes d'exprimer leur point de vue, alors qu'elles ne le font pas pour leur propre bénéfice», a-t-il dit.

Le juge Geoffrey Ma a estimé de son côté que les manifestants ne devaient pas «dépasser les limites» quelles que soient leurs motivations.

Mais il s'est aussi demandé si les juges n'avaient pas fait en appel «une erreur de principe», des peines d'emprisonnement n'étant en général pas prononcées dans le

cas de rassemblements illégaux.

L'affaire a été ajournée à une date qui n'a pas encore été fixée.

Les trois avaient été condamnés pour leur rôle dans un rassemblement jugé illégal, le 26 septembre 2014. Les manifestants avaient escaladé des barrières métalliques et étaient entrés dans Civic Square, une place située dans un complexe gouvernemental.

Cette action avait déclenché des manifestations plus importantes; et deux jours plus tard débutait le mouvement prodémocratie de masse, quand la police avait tiré du gaz lacrymogène dans la foule qui s'était protégée à l'aide de parapluies.

Pendant plus de deux mois, des centaines de milliers de Hongkongais avaient paralysé des quartiers entiers de la mégapole pour réclamer l'instauration d'un véritable suffrage universel. Mais Pékin n'avait pas reculé d'un pouce.

D'après les termes de l'accord sino-britannique sur la rétrocession, Hong Kong jouit de libertés inconnues ailleurs en Chine continentale, en théorie jusqu'en 2047.

Beaucoup ont cependant le sentiment que ces libertés s'érodent et que Pékin est en train de renier cet accord. **AFP**

Mostaganem, capitale du théâtre

Lancement de la semaine théâtrale de la wilaya d'El Tarf

La semaine culturelle théâtrale de la wilaya d'El Tarf a été lancée dimanche soir au Théâtre régional Djillali Benabdelhalim dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre».



La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, devant se poursuivre jusqu'au 18 janvier en cours, a été marquée par la présentation d'un monologue intitulé *Cocktail* du comédien Réda Daoudi, dont la prestation a été longuement ovationnée par le public.

Plusieurs représentations sont prévues durant cette manifestation au grand plaisir du public.

L'association El Manara d'art théâtral pour enfants a proposé hier un spectacle

intitulé *Faracha maghroua* (Le papillon orgueilleux). Le même jour, le dramaturge Amar Slimi présentera un monologue *Kalam fi kouffa*.

La troisième journée verra la présentation d'une deuxième pièce pour enfants par l'association El Manara, intitulée *Zaraâ el mahaba oua taâoune* à la Maison de jeunes de la commune de Kheredine alors que le public du théâtre Djillali Benabdelhalim suivra un spectacle *Rahaya* de Réda Daoudi.

Cette semaine culturelle sera clôturée

mercredi par un monologue du comédien Amar Slimi intitulé *Li khtaf* à la Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki.

Pour rappel, la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre», lancée en mars 2017, devra se poursuivre durant une année entière sous le slogan : «Célébrons la ville, célébrons le théâtre».

Des semaines culturelles théâtrales de Constantine, Annaba, Batna, Tissemsilt, Mascara, Ain Defla, Souk Ahras, Tizi Ouzou, Tlemcen, Chlef et Boumerdès ont été déjà organisées, rappelle-t-on.

Farid Ferragui

La consécration de Yennayer jour férié est «un pas géant»

L'un des doyens de la chanson sentimentale d'expression kabyle, Farid Ferragui a estimé, lundi à Oran, que la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de consacrer le 12 janvier jour férié, chômé et payé est «un pas géant».

Animant une conférence de presse à la veille d'un gala prévu vendredi prochain à la salle de cinéma Maghreb d'Oran, l'artiste a souligné que l'officialisation de Yennayer jour férié est «un pas géant contribuant à réunir tous les algériens autour de leur identité sans complexe».

Farid Ferragui présentera un cocktail de ses chansons à caractère sentimental et dont les thèmes s'inspirent du quotidien algérien et du patrimoine amazigh, a-t-il indiqué, ajoutant

qu'il compte régaler le public oranais qu'il rencontrera pour la première fois.

Par ailleurs, cet artiste considéré comme l'un des doyens de la chanson sentimentale kabyle devra ensuite animer des soirées à Paris (France) en mars prochain et à Montréal (Canada) et à Philadelphie et à San Francisco aux Etats-Unis en avril prochain, a-t-il annoncé lors de cette conférence de presse tenue au siège de l'association culturelle Numidia d'Oran.

Le chanteur détient un répertoire de 22 albums à travers son parcours artistique s'étalant sur 40 ans. Il devra lancer son dernier album en 2019.

Le gala prévu à Oran est initié par l'association culturelle Numidia avec la contribution de l'APC et l'Office national de



la culture et de l'information (Onci).

Ce gala devra clôturer la première édition de la semaine culturelle amazighe, organisée par la direction de la culture et

l'association précitée avec la contribution de plusieurs autres secteurs à l'instar de l'éducation et la jeunesse et des sports.

K. M.

Tébessa

50 cartes professionnelles remises à des artistes

Cinquante cartes professionnelles d'artistes ont été remises à des artistes et écrivains de la wilaya de Tébessa.

Ces cartes ont été remises à leurs destinataires en marge de la cérémonie de clôture de la semaine du patrimoine amazigh tenue dimanche soir à la Maison de la culture Mohamed Chebouki de Tébessa en présence du président du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), Abdelkader Bendamèche. Environ 8 000 cartes d'artistes donnant notamment accès à la sécurité sociale ont été distribuées à ce jour, a indiqué M. Bendamèche, notant qu'un second lot de cartes dont les dossiers sont actuellement à l'étude au niveau du Cnal sera prêt dans «au plus tard un mois».

Les artistes bénéficiaires ont appelé à l'occasion à activer ses cartes en coordination avec les diverses instances pour permettre à leurs titulaires de bénéficier des avantages inhérents.

L. B.

Exposition du photographe mexicain Andres Aléjos à Oran

Smilitudes entre l'Algérie et le Mexique

Le Musée public national Ahmed Zabana d'Oran abrite depuis lundi une exposition de photos du mexicain Andres Alejos mettant en exergue des similitudes de sites historiques et naturels entre l'Algérie et le Mexique.

L'exposition, qui se poursuivra jusqu'à vendredi prochain, comprend une vingtaine de photographies en noir et blanc prises par l'artiste lors de sa visite à Oran et sa tournée à Tlemcen, Ghardaïa et Constantine.

Le photographe Andres Alejos a axé ses photos sur les similitudes entre les deux pays pour ce qui est des sites dans certaines régions de l'Algérie le long de la côte Kristel (Oran) et leurs semblables au Mexique, notamment à Guadalajara, a-t-il fait observer.

Ces oeuvres artistiques présentent des points similaires entre les deux pays qui apparaissent clairement dans les monuments historiques et naturels, même dans la sculpture utilisée en artisanat et en architecture en dépit de la distance et les différences de culture, des coutumes et traditions, selon M. Alejos.

Ces similitudes remontent aux époques d'occupation espagnole et française en Algérie et au Mexique, a expliqué l'artiste qui est aussi architecte.

Andrés Alejos exposera au Mexique les photos prises dans des sites archéologiques à Oran, qu'il compte publier dans un ouvrage. L'artiste a exposé dans plusieurs pays dont les Etats-Unis d'Amérique.

K. L.

PAROLES DE FEMMES

Il y a plus d'une sagesse, et toutes sont nécessaires au monde ; il n'est pas mauvais qu'elles alternent.

Marguerite Yourcenar

FEMMES

ILS ONT DIT :

La connaissance parle, mais la sagesse écoute.

Jimi Hendrix

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Le Sri Lanka rétablit l'interdiction de vente d'alcool aux femmes



Le Sri Lanka a rétabli lundi l'interdiction de vendre de l'alcool aux femmes, quelques jours seulement après avoir abrogé cette loi. Le ministre sri-lankais des Finances, Mangala Samaraweera, avait supprimé la semaine dernière cette mesure remontant à 1979 mais le président Maithripala Sirisena est intervenu pour le faire revenir sur sa décision.

«J'ai parlé avec le ministre des Finances, avec le Premier ministre et plusieurs autres membres du gouvernement et leur ai demandé d'annuler immédiatement cette mesure (d'abrogation)», a expliqué le chef de l'Etat lors d'une réunion électorale dimanche. «Elle sera annulée dès demain (lundi)», a-t-il ajouté. Le ministère des Finances avait motivé sa décision de permettre la vente d'alcool aux femmes par les demandes répétées de l'industrie du tourisme.

Cette idée avait été immédiatement dénoncée par plusieurs députés d'opposition, affirmant vouloir défendre les valeurs du bouddhisme et l'image du pays. Plus de 70% des 21 millions de Sri-Lankais sont bouddhistes.

Reuters

Beauté

Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'Université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque.

Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'Université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la

cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes.

La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism.



Nutrition

Six bonnes raisons de manger des pruneaux

Reconnu pour ses bienfaits pour le transit, le pruneau a bien d'autres vertus santé intéressantes. En en-cas, en dessert ou cuisiné, il a vraiment sa place dans une alimentation équilibrée.

Le pruneau est un aliment minceur

Peu calorique (20 kcal), le pruneau est un allié minceur d'autant plus qu'il a un indice glycémique bas (40), ce qui fait de lui un en-cas idéal pour caler une petite faim sans créer de pic de glycémie. Parfait coupe-faim, il permet de limiter le grignotage et de contrôler sa faim. Riches en fibres, il a un fort pouvoir rassasiant. Découvrez nos recettes aux pruneaux.

Le pruneau est un aliment beauté

Le pruneau contient un très large éventail de minéraux (fer, magnésium, potassium) et de vitamines E, C et provitamine A qui protègent les cellules et piègent les radicaux libres responsables de la dégénérescence cellulaire.

Le pruneau permet donc de lutter contre le vieillissement et la perte d'élasticité de la peau. Il permet de limiter les rides.

Le pruneau est un allié anticholestérol

La consommation quotidienne de pruneaux réduit le taux de mauvais cholestérol (LDL) donc les risques de maladies cardiovasculaires. Et comme ce fruit est une source de potassium et de flavonoïdes, il prévient naturellement le développement de ces pathologies.

Le pruneau est un aliment bon pour la santé des os

Le pruneau est riche en bore, un oligo-élément rare, qui associé au calcium et à la vitamine D présents dans ce fruit, préserve la santé des os et permet de lutter contre l'ostéoporose. 50 grammes de pruneaux apporte 100% des apports quotidiens recommandés de bore.

Le pruneau est un aliment digestion

Riche en fibres solubles et insolubles, le pruneau facilite la digestion et permet de lutter contre la constipation. 100 grammes de pruneaux apportent 60% des apports recommandés journaliers.

Le pruneau est un aliment énergie

Riche en glucose (45% des glucides de ce fruit), le pruneau donne de l'énergie au cerveau. Il est donc recommandé en cas d'examen. Source de fructose (25%) et de sorbitol (30%), le pruneau apporte aussi à l'organisme du sucre qui sera assimilé progressivement.

Il est aussi conseillé aux sportifs pour éviter les pics de glycémie et les baisses de tonus d'autant plus qu'il est riche en magnésium (45mg pour 100 grammes) essentiel pour la production d'énergie et la contraction musculaire.

Aptes

Quatre remèdes maison pour les soulager

En cas d'aptes, des méthodes alternatives simples peuvent aider à soulager la douleur et accélérer la cicatrisation.

Maux du quotidien

L'aspirine (sauf en cas d'allergie). Des gargarismes à l'aspirine 2 à 3 fois par jour devraient atténuer la douleur. La glace pour calmer la douleur, vous pouvez appliquer directement des glaçons sur vos aptes. L'eau chaude salée en gargarismes plusieurs fois par jour. Sel dilué et bicarbonate de soude. Mélangez une cuillère à thé de sel dilué et de bicarbonate dans 120 ml d'eau et utilisez cette solution en gargarisme quatre fois par jour. Elle devrait soulager la douleur et prévenir une éventuelle infection.

Les DÉBATS
Quotidien national d'information
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO
Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ballon d'Or 2017

Faouzi Ghoulam sacré



Le défenseur international algérien du SSC Naples (Serie A italienne), Faouzi Ghoulam, a arraché le trophée du Ballon d'or 2017 du meilleur footballeur algérien, à l'occasion du sondage organisé par les quotidiens sportifs «Le Buteur et El-Haddaf», lundi soir à l'Opéra «Boualem Bessaih» d'Alger. Ghoulam succède ainsi au palmarès des distinctions à Ryad Mahrez (Leicester City), sacré du ballon d'or 2016. Il a reçu sa récompense des mains de l'ancien latéral gauche du Milan AC (Italie), Paolo Maldini, l'invité de marque de cette 17e édition de Ballon d'or. La cérémonie de remise des trophées a été rehaussée par la présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Oud Ali, de la Culture, Azzedine Mihoubi, de la Communication, Djamel Kaouane et des Ressources en eau, Hocine Necib, ainsi que le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et plu-

sieurs personnalités sportives. «Je remercie vraiment Le Buteur et El Haddaf pour cette superbe cérémonie, mais aussi tous ceux qui ont voté pour moi. Un grand merci à tous les Algériens et à toutes les personnes qui me soutiennent. Ce nouveau trophée me procure beaucoup de joie et va me donner encore plus de motivation pour continuer à travailler et ainsi progresser davantage. C'est une très belle récompense, mais je sais que sans l'aide de mes coéquipiers et de mes parents, je n'aurais sans doute jamais pu recevoir ce trophée du Ballon d'Or», a déclaré le Ballon d'or 2017 à l'issue de la cérémonie de remise de trophée. «Aujourd'hui, tout ça conforte mon choix et je suis vraiment très heureux de partager de tels moments dans mon pays. J'ai vraiment passé de très bons moments et je vous en remercie encore. Je ne peux pas dire que je m'y attendais à être sacré, notamment avec la blessu-

re contractée le mois de novembre dernier. J'étais vraiment déterminé et je n'ai rien lâché. Là maintenant, je ne peux dire que Dieu merci, mais je sais que le plus dur débute à peine. A moi de confirmer et progresser davantage », a encore ajouté l'international algérien de 26 ans. «Ce premier trophée du Ballon d'Or me donne plus d'envie et de force pour progresser et aller de l'avant. Toutes ces récompenses personnelles me procurent un immense bonheur, mais le plus important reste le collectif. Je remercie tous ceux qui ont contribué à la réussite de cet événement, en particulier El Haddaf, sans oublier mes parents. C'est une grande récompense pour ma jeune carrière de footballeur et en présence de l'un des meilleurs arrières gauches de l'histoire de football, à savoir Paolo Maldini». Le prix spécial de cette 17e édition a été attribué à quatre athlètes de la sélection algérienne handisport,

à savoir les frères Baka Abdelatif et Fouad, respectivement, champion du monde et médaillé d'argent du 1500m (T13) à Londres, à Nassima Saifi, championne du monde du lancer de poids (F57) à Londres et Mohamed Berrahal, champion du monde du 400 mètres fauteuil des mondiaux de para-athlétisme de Londres en classe T51. Cette cérémonie a été l'occasion pour rendre un vibrant hommage à titre posthume aux défunts, Rachid Khelouati, l'ancien président de la première Ligue nationale de football (LNF) et de l'USM Alger et Amar Rouai, l'ancien joueur et figure emblématique de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN). Le champion d'Algérie en titre, l'ES Sétif, s'est vu décerner le trophée de la meilleure équipe de la saison 2016-2017, alors que l'ex-entraîneur du CR Belouizdad, le Marocain Badou Zaki, a reçu le titre du meilleur entraîneur pour son sacre en Coupe d'Algérie. Le trophée du meilleur gardien a été remis à Abdelkader Salhi (CR Belouizdad), alors que celui du meilleur joueur local est revenu au milieu de terrain de l'ES Sétif, Abdelmoumen Djabou. L'attaquant du NA Hussein-Dey a reçu le trophée du meilleur buteur (14 buts). Le milieu international de Naples, Adam Ounas et le milieu de terrain du FC Empoli (Serie B italienne), Ismaël Bennacer, ont reçu les trophées «Révélation de la sélection», alors que le défenseur international, Youcef Attal (KV Courtrai/Belgique), a été désigné meilleur joueur espoir de la saison. Un Ballon d'or honorifique a été attribué à trois footballeurs de la sélection algérienne ayant marqué les années 80, à savoir Rabah Madjer, Salah Assad et Lakhdar Belloumi. **Imad M.**

Coupe d'Algérie de football Tirage au sort des 1/8^{es} et 1/4^e de finale le 23 janvier

Le tirage au sort des 1/8es et 1/4 de finale de football seniors sera effectué le mardi 23 janvier au Centre international des Congrès Abdelatif-Rahal, à Alger (18h00), a annoncé lundi la fédération algérienne (FAF). Les 16es de finale de l'épreuve populaire se poursuivent ce lundi avec l'affiche entre la JS Saoura et l'ES Sétif (17h00), alors que l'USM Alger accueillera le CS Constantine mardi au stade Omar-Hamadi (16h00) en clôture de ce tour. Quatre clubs de l'élite ont quitté jusque-là Dame Coupe, il s'agit du NA Hussein-Dey, de l'Olympique Médéa, du Paradou AC et de l'USM El-Harrach.

Hommage L'ancien international Ahmed Oudjani honoré

Un hommage a été rendu, samedi et dimanche à Avion près de Lens (France), à l'ancien footballeur international algérien Ahmed Oudjani, décédé le 15 janvier 1998 à l'âge de 61 ans, a-t-on appris lundi auprès de ses proches. Ce redoutable attaquant, né à Skikda, avait fait les beaux jours du RC Lens avant de rejoindre en 1960 la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN). L'hommage a été rendu par sa famille, ses amis et les sportifs qui l'ont côtoyé, avec la participation de la mairie de Lens, et de son club RC Lens. Une foule nombreuse était venue, constituée essentiellement des autorités de la ville de Lens et d'Avion, des membres du consulat général d'Algérie à Lille, des représentants du culte musulman de la région, ainsi que de nombreux anciens joueurs, admirateurs, supporters amis du défunt qui avait terminé en 1964 meilleur buteur du championnat de France avec 30 buts. Un tournoi de football a été organisé samedi suivi d'une réception au stade Blin d'Avion et pour dimanche, une cérémonie était au programme avec la présence de sa famille et son fils Cherif, international algérien vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations en 1990.

Cyclisme/La Tropicale Amissa Bongo (1re étape) Reguigui termine à la 3^e place

Le coureur algérien Youcef Reguigui a pris la 3e place de la première étape de la course cycliste La Tropicale Amissa Bongo au Gabon (15-21 janvier), longue de 146 kilomètres entre Kango et Lambaréné. Le sociétaire de l'équipe algéro-belge Sovac-Natura4Ever a franchi la ligne d'arrivée au sprint avec un temps de 03h41:52, derrière Adrien Petit (FRA/Direct Energie) et le vainqueur de l'étape l'Allemand Lucas Carstensen (GER/Bike Aid), avec le même temps. La deuxième étape sera disputée mardi entre Ndendé et Fougamou (175 km). La formation algéro-belge «Sovac-Natura4Ever», classée en division UCI Continentale, s'est fortement renforcée avec la présence des coureurs de renom comme l'Italien David Rebin et l'Algérien Youcef Reguigui qui courait jusque-là au sein de la formation World Tour «Dimension Data». Cette équipe est formée de six coureurs : Youcef Reguigui (Algérie), Islam Mansouri (Algérie), Mohamed Bouzidi (Algérie), Evrard Laurent (Belgique), Alexander Geuens (Belgique) et Deriaux Florian (France).

Claude Puel

"Mahrez pourrait valoir 100 millions de livres cet été"

L'entraîneur du FC Leicester, Claude Puel, a estimé lundi que l'international algérien Ryad Mahrez, pourrait valoir 100 millions de livres cet été, à l'image des derniers transferts en Premier League qui ont franchi la barre des 100 millions de livres au cours des 18 derniers mois. «C'est de la spéculation et nous ne pouvons pas répondre à toute la spéculation avec des informations. Peut-être, en été, il coûtera encore plus de 100 millions de livres sterling», a déclaré Puel lors d'une conférence de presse. «C'est toujours la même chose à propos de Riyad, ce ne sont que des rumeurs, du bruit autour de lui et d'autres joueurs», a-t-il ajouté. Mahrez a demandé à quitter

Leicester l'été dernier, mais seul le club italien Roma avait fait des offres fermes, avec une dernière de 32 millions de livres fermement rejetée par les anciens champions de Premier League. En cette période de mercato hivernal, plusieurs clubs dont Arsenal, Chelsea, Barcelone et Roma ont montré leur intérêt pour l'Algérien de 26 ans. La Premier League a vu un certain nombre de transferts de haut niveau approcher et même franchir la barre des 100 millions de livres au cours des 18 derniers mois, avec notamment le Néerlandais Virgil van Dyke à Liverpool 84 millions d'euros et le Brésilien Philippe Coutinho à 160 millions d'euros.

Mercato d'hiver

L'USMBA et l'USMB, les premiers à consommer les quatre licences autorisées

L'USM Bel-Abbes et l'USM Blida sont devenus les premiers clubs de la Ligue 1 Mobilis de football à consommer, jusque-là, les quatre licences autorisées lors de l'actuel mercato d'hiver qui prend fin ce lundi à minuit. Les deux clubs de l'élite, qualifiés samedi dernier pour les 1/8es de finale de la Coupe d'Algérie, ont utilisé ainsi l'ensemble des licences autorisées par la fédération algérienne (FAF), qui a décidé lors de la dernière réunion de son bureau fédéral de porter à quatre, au lieu de trois, le nombre de joueurs pouvant être engagés par chaque club lors du

mercato. L'USMBA et l'USMB encouraient le risque de se voir interdire le recrutement cet hiver en raison de leurs dettes cumulées envers leurs joueurs, avant que cette interdiction ne soit levée après avoir régularisé leur situation. D'autres clubs tels que le MC Oran, la JS Saoura ou encore le NA Hussein-Dey, qui comptent trois nouvelles recrues chacun, peuvent rejoindre l'USMBA et l'USMBA avec quatre nouveaux éléments. Le marché des transferts d'hiver va vivre d'ici sa clôture ses derniers mouvements. Le défenseur international Essaid Belkalem serait sur le point de

revenir à la JS Kabylie alors que le milieu offensif d'Angers SCO (France) Youcef Belali est annoncé au MC Alger ou à l'USM Alger, selon les derniers rapports de presse. Le Paradou AC constitue l'exception dans un mercato relativement calme cette saison. Le club algérois s'est passé, encore une fois de cette période, se contentant de puiser dans son réservoir pour se renforcer ou encore prêter ses joueurs comme ce fut le cas avec le milieu offensif Lyes Benyoucef, prêté à la JSK pour 18 mois. et Ahmed Gaâga au CS Constantine également pour 18 mois.



Alger
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 18 °C



Oran
Ensoleillé
Min 13 °C
Max 17 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 15 °C

Qatar

Un avion de combat émirati intercepté, une plainte déposée à l'ONU

Le gouvernement qatari a déposé une plainte auprès du Secrétaire général de l'ONU et du président du Conseil de sécurité après qu'un avion de combat émirati ait été intercepté dans son espace aérien, a indiqué une source officielle.

La représentante permanente du Qatar à l'ONU, Alya Ahmed ben Saif al-Thani, a fait part de la plainte déposée par son pays auprès du Conseil de sécurité des Nations unies contre les Emirats arabes unis, après «la violation de l'espace aérien qatari par un avion de combat émirati».

L'ambassadrice qatarie a indiqué que Doha disposait de «renseignements sur un projet d'attaque, élaboré par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis contre les installations militaires» du Qatar.

Dans une deuxième plainte au président du Conseil de sécurité, dont une copie a été remise au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, Doha a affirmé qu'«un avion de chasse émirati de type DHC-6 avait survolé à 10 h, le 3 janvier 2018, le Qatar, sans l'autorisation des responsables qataris», a précisé Alya Al-Thani.

La Mission du Qatar auprès des Nations Unies a énuméré dans sa plainte que l'avion de chasse traversait les Emirats arabes unis à destination de Bahreïn et a survolé la zone économique spéciale du Qatar, sans autorisation préalable. Le Qatar avait déjà déposé une première plainte auprès du Conseil de sécurité des Nations unies en décembre 2017 au sujet d'une violation de son espace aérien «par un avion militaire émirati».

«La violation de l'espace aérien qatari constitue une violation flagrante de la souveraineté» de cette monarchie du Golfe, de l'intégrité de ses frontières et de ses territoires, en vertu des dispositions du droit international et cela s'explique par des actes provocateurs d'Abu Dhabi contre Doha, dit la plainte. En réaction à cette démarche du Qatar, l'agence de presse des Emirats arabes unis WAM a prétendu que «les chasseurs qataris avaient empêché un avion civil émirati de décoller», et que cela était en violation des normes internationales. Le 5 juin 2017, les Emirats arabes unis, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et Bahreïn ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar, l'ayant accusé de soutien aux groupes terroristes, ce que le Qatar a nié régulièrement.

T. B.

Tiaret

Trois personnes mortes asphyxiées

Trois personnes sont mortes, hier à Tiaret, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'un chauffage défectueux, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Les victimes, deux femmes âgées de 63 et 87 ans et un enfant de 15 ans, sont mortes après avoir inhalé le gaz brûlé d'un chauffage, installé dans une habitation à Haï Abdelouahab Khaldoui, dit Graba de Tiaret.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital Youcef Damerджи du chef-lieu de wilaya.

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tiaret ont enregistré, l'année écoulée, 29 affaires d'intoxication par monoxyde de carbone ayant fait trois morts alors que 48 autres victimes ont été secourues.

H. L.



Constantine

Saisie de viande de volailles abattues de manière illicite



La bridage mixte composée de la direction du commerce et des services vétérinaires, a saisi, à la fin de la semaine dernière à Constantine, pas moins de 860 kg de viande de volailles, «abattues de manière illicite» et destinées à la vente, a affirmé le chef de service de la protection des consommateurs et de la répression des fraudes à la direction du commerce, Abdelghani Bounaâs.

Ce même responsable a précisé, à l'APS, que cette saisie avait été opérée suite à une inspection sur le ter-

rain effectuée par les membres de cette brigade pour procéder au contrôle de la viande et des produits carnés, à travers les marchés du centre-ville, conformément aux instructions émanant de la direction locale du commerce suite à la réunion qui s'est déroulée le 7 janvier dernier dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'abattage anarchique.

La valeur des viandes saisies s'élève à 258 000 DA, a souligné cette même source, assurant que toutes les mesures nécessaires ont été prises vis-à-vis des commerçants concernés.

Des procès-verbaux de poursuites judiciaires ont été dressés à l'encontre des contrevenants pour non-respect de l'obligation d'informer le consommateur et ce, en commercialisant des volailles abattues, non éviscérées, non estampillée et n'ayant pas été soumises à un contrôle sanitaire vétérinaire.

Soulignant la nécessité de poursuivre les efforts et d'intensifier les opérations de contrôle pour mettre fin à de telles pratiques, M. Bounaâs a ajouté que la viande saisie a été détruite.

R. N.

Alger

Suspension de l'alimentation en eau potable dans quatre communes

L'alimentation en eau potable sera suspendue dans quatre communes de la wilaya d'Alger d'aujourd'hui à 4h jusqu'à demain à la même heure pour raisons de travaux, a indiqué hier un communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (Seaal).

Les quatre communes concernées sont:

- Oued Koriche (cité Djenane Hacène, cité 64 logements, Climat de France, Fontaine Fraîche, Diar el Kef, Tarek Ibn Ziad, Scotto Nadal et la partie basse de Frais valon).

- Bab el Oued (boulevard Colonel Lotfi, rue Rabah Bissas, rue Abdelkader Abdoun et boulevard Saïd Touati).

- Casbah (boulevard Mohamed Taleb, ministère de la Défense nationale, hôpital Aït Idir et la rue Docteur Bentami).

- Alger-Centre (Frères Bellili, Mouzaoui, Benacer, Sfindja, Aïn Zeboudja, chemin Laperlier, Frantz Fanon, chemin des Sept

Merveilles, Yahia Ferradi, chemin Pouyane, 118 boulevard Krim Belkacem, Hôtel El Aurassi, cité des Fonctionnaires, chemin Sidi Brahim, chemin Aknouche et l'immeuble Aéro-habitat). Cette suspension de l'alimentation en eau potable sera causée par des travaux de réparation d'une canalisation principale de transport d'eau à l'intérieur du site de la station de pompage de Télémy (Alger-centre).

La Seaal rassure que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement durant la journée du jeudi 18 janvier. Un dispositif de citernage sera mis en place par la société afin d'alimenter, en priorité, les établissements publics et hospitaliers.

Pour toutes informations, la Seaal met à la disposition de ses clients le numéro de son centre d'appel téléphonique (1594) opérationnel 24h/24.

K. R.

ACTU...

El Tarf

1 400 kg de poisson avarié saisis

Les services de la Police judiciaire relevant de la daïra d'El Kala (El Tarf) ont saisi 1 335 kg de poisson impropre à la consommation, destinés à la contrebande, a révélé hier le chargé de communication à la Sûreté de wilaya.

La marchandise saisie a été interceptée lundi soir, au niveau de deux véhicules, à bord desquels se trouvaient trois contrebandiers qui s'apprêtaient à l'écouler sur les marchés d'El Tarf et Annaba, a-t-on indiqué.

Cette opération de lutte contre la contrebande a été effectuée en étroite collaboration avec les services de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la Sûreté de wilaya d'El Tarf, a-t-on précisé, signalant que le contrôle vétérinaire effectué a déclaré impropre à la consommation la quantité de poisson saisie.

Un dossier judiciaire a été, par ailleurs, élaboré à l'encontre des contrebandiers et transmis au tribunal d'El Kala.

Poursuivis pour association de malfaiteurs, contrebande de poisson et commercialisation de produits alimentaires impropres à la consommation, les trois acolytes, issus de la wilaya d'El Tarf, ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu.

M. H.

Sud du pays

Dix roquettes antipersonnel et anti-engins légers découvertes

Dix roquettes de type S-5KO, antipersonnelles et anti-engins légers ont été découvertes dans le sud du pays par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar/6 RM, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 15 janvier 2018, 10 roquettes de type (S-5KO), antipersonnel et anti-engins légers», a précisé la même source.

Cette opération réalisée sur le terrain réitère «l'engagement et la détermination des forces de l'Armée nationale populaire à veiller sur la sécurisation de nos frontières et à contrecarrer toute tentative visant l'intégrité et la sécurité du territoire national», a soutenu le communiqué du MDN.

L. T.

1 milliard de centimes dérobé

Hold-up à la poste de Timizart (Tizi Ouzou)

Le bureau de poste du chef-lieu de la commune de Timizart, à une quarante kilomètres au nord-est de Tizi-Ouzou, a fait l'objet, hier, d'un hold-up, suite auquel une somme de 1 milliard de centimes aurait été volée, a-t-on appris de sources sécuritaires locales.

Ce vol à main armée a été commis, juste à l'ouverture de ce bureau de poste, par un groupe de quatre individus cagoulés, dont trois ont fait irruption à l'intérieur des locaux et se sont emparés de l'argent se trouvant dans la caisse, avant de prendre la fuite à bord d'un véhicule où un quatrième complice les attendait, a précisé la même source.

R. N.